

COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE



**LE ROLE DU PETROLE**  
**DANS LA POLITIQUE ETRANGERE AMERICAINE**  
**AU DEBUT DU XXI<sup>e</sup> SIECLE**

**Mémoire de géopolitique  
du Lcl Hassan Mohamed**

**Dans le cadre du séminaire « les déterminants de la stratégie des Etats-Unis »  
Directeur : Monsieur Etienne de Durand**

**Mars 2003**

Le rôle du pétrole  
dans la politique étrangère américaine au début du XXI<sup>e</sup> siècle

Sommaire

Introduction

Première partie

Un monde nouveau du pétrole

L'importance du pétrole

Le pétrole dans le monde

Le pétrole et la sécurité internationale

Deuxième partie

La stratégie américaine du pétrole au 20<sup>e</sup> siècle

L'importance du pétrole pour les Etats-Unis

Le pétrole et les atouts de l'économie américaine

Le pétrole, une constante de la stratégie américaine

Troisième partie

De nouvelles doctrines pour les Etats-Unis,  
au début du 21<sup>e</sup> siècle

Les priorités de la politique américaine au début 21<sup>ème</sup> siècle  
L'ordre des priorités après l'évènement du 11 septembre 2001

Conclusion

Table des matières

	PAGES
SOMMAIRE _____	3
INTRODUCTION _____	4
I- UN NOUVEAU MONDE AVEC LE PÉTROLE _____	5
1.1 L'importance du pétrole _____	5
1.2 Le pétrole dans le monde _____	7
1.3 Le pétrole et la sécurité internationale _____	14
II- LA STRATEGIE AMERICAINE DU PÉTROLE AU 20° SIECLE _____	19
2.1 L'importance du pétrole pour les Etats-Unis _____	19
2.2 Le pétrole et les atouts de l' économie américaine _____	19
2.3 Le pétrole une constante de la stratégie américaine _____	23
III- DE NOUVELLES DOCTRINES POUR LES ETATS-UNIS _____	35
3.1 Les priorités de la politique américaine au début 21 <sup>ème</sup> siècle _____	35
3.2 L'ordre des priorités après l'évènement du 11 septembre 2001 _____	41
CONCLUSION _____	44
IV BIBLIOGRAPHIE _____	46
ANNEXES _____	47

## INTRODUCTION

“ Si l’Etat a une politique du pétrole, les maîtres du pétrole auront une politique dans l’Etat. ”

Edgar Faure, le pétrole dans la guerre et dans la paix, 1939

On sait depuis longtemps que le pétrole n’est pas une source d’énergie comme les autres, c’est un fait politique et géopolitique mondial. Cette proposition n’entend pas négliger l’ensemble des facteurs économiques, financiers ou technologiques qui jouent un rôle si important dans l’industrie et le marché pétrolier.

Le pétrole est un fait politique pour trois raisons bien simples : l’existence de coûts de production relativement faibles et d’une demande peu élastique par rapport aux prix ; la dépendance presque totale du secteur des transports vis-à-vis des produits ; et la dépendance des pays exportateurs vis-à-vis des revenus du pétrole.

Produit stratégique par excellence, base des carburants indispensables à la vie quotidienne, le pétrole est au cœur des préoccupations de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. Car les efforts multipliés ces dernières années pour développer les énergies renouvelables n’ont pas réussi à entamer la suprématie du pétrole. Envers et contre tout, l’or noir continue de gouverner l’économie mondiale. Mais combien de temps encore l’offre pourra-t-elle satisfaire la demande au rythme effréné où va notre consommation ?

Y aura-t-il explosion ou stagnation de la consommation ? Connaîtrons-nous dans les prochaines années une pénurie ou une abondance de pétrole ? Les pays producteurs resteront-ils soucieux de coopération ou seront-ils prêts à utiliser « l’arme du pétrole » contre les consommateurs ? Les questions sont multiples. Le conflit israélo-palestinien et la situation au Moyen-Orient accroissent encore les incertitudes. Mais le problème est d’autant plus important que nous sommes à l’aube d’une nouvelle ère. Car d’une certaine façon, c’est seulement avec les attentats qui frappèrent, le 11 septembre 2001, les deux tours du World TRADE Center à New York, que commencent le 21<sup>ème</sup> siècle et le troisième millénaire après Jésus-christ, ce Millénaire que d’aucuns célébraient quelques mois auparavant dans l’euphorie, prédisant un nouvel âge d’or pour l’humanité.

Première partie  
UN NOUVEAU MONDE DU PETROLE

1.1. L'importance du pétrole

C'est après la Deuxième guerre mondiale et en particulier dans les années 1960 que le pétrole devient l'énergie dominante « Le pétrole est liquide », disait Paul Frankel, donc il est facile à produire, à transporter et à utiliser. Les réserves du Moyen-Orient se révèlent impressionnantes et sont méthodiquement exploitées par les grandes sociétés internationales (les Majors) qui exploitent les gisements de la région du golfe Arabo-Persique. Le pétrole coule à flots vers l'Europe et l'Asie où il accompagne le développement du transport automobile, où il se substitue au charbon pour le chauffage et où il permet la fabrication massive de plastiques et de fibres synthétiques.

Et même si son importance relative a légèrement diminué en raison des chocs de 1973 et 1979-1980, le pétrole reste aujourd'hui la principale source d'énergie. Les besoins de la planète sont couverts à 40% environ par le pétrole, à 25% par le gaz naturel, à 25% par le charbon, à 10% par l'électricité d'origine hydraulique et nucléaire( des quantités importantes d'électricité sont également produites à partir de charbon, de gaz et de fuels). A l'horizon de 2020, les hydrocarbures, c'est-à-dire le pétrole et le gaz, resteront les énergies dominantes et devraient encore couvrir 60% des besoins en énergie commerciale. La consommation de pétrole continuera à augmenter – peut-être à un rythme plus lent – dans les prochaines années car les besoins de transport augmentent et il semble peu probable que des carburants alternatifs puissent massivement remplacer l'essence et le gazole dans le prochaines années. Les parcs automobiles n'augmenteront plus en Amérique du nord et en Europe, mais les besoins ( ou les désirs ) d'automobiles sont considérables en Chine ou en Inde

Autre élément en faveur du pétrole : son coût. Le coût de production est variable : faible au Moyen-Orient (quelques dollars par baril), plus élevé dans des zones offshore difficiles comme la mer du Nord ou la Caspienne, il dépasse rarement 10 à 12 \$b et l'essentiel du pétrole est produit à moins de 8\$b. Ce coût de production additionné au coût de transport reste très inférieur à celui des énergies concurrentes (à l'exception du charbon).

1.1.1 Le prix du pétrole, reflet des équilibres géopolitiques

Le prix du pétrole a toujours été fluctuant. Au cours des dernières années, le prix du baril a varié entre 10 et un peu plus de 30 dollars. Pour mieux comprendre la signification des prix et de leur variation, il convient de mentionner quelques repères :

- Le coût production du pétrole varie entre quelques dollars et un peu plus d'une dizaine de dollars par baril, le coût marginal ( coût du baril le plus cher à produire) ne dépasse pas une quinzaine de dollars ;

- Les sociétés pétrolières évaluent la rentabilité des gisements à mettre en production sur la base d'un baril à 15-18 dollars ;
- Les pays producteurs de pétrole préparent leur budget à partir d'un baril à 18-20 dollars.

Nous pouvons distinguer trois périodes :

Première période : de 1859, date du premier forage par le colonel Drake, à 1960, date de la création de l'OPEP. Le prix du pétrole est contrôlé par les grandes sociétés pétrolières. Certes, dans les premiers temps une certaine anarchie règne, car les producteurs restent nombreux et le prix évolue en fonction de l'offre et de la demande. Il s'effondre parfois lors des grandes découvertes et remonte lorsque la demande croît. L'accord d'Achnacarry (1928) entre les principales sociétés limite la concurrence et stabilise les prix. Jusqu'en 1960, ce sont les majors, les « sept sœurs <sup>1</sup> », qui vont contrôler le marché pétrolier.

Deuxième période : de 1960 à 1985 environ. Le contrôle du marché passe progressivement dans les mains des pays producteurs de pétrole. Afin de favoriser le développement de la consommation de pétrole, en s'appuyant sur la production des gisements du Moyen-Orient à coût d'exploitation très bas, les compagnies pétrolières baissent le prix du pétrole. Pour s'opposer à cette baisse, cinq pays, l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran, le Koweït et le Venezuela, créent l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP)<sup>2</sup> en 1960. Pendant dix ans, le prix va rester stable. Puis, profitant de la crainte d'une pénurie de brut, les pays producteurs vont provoquer de fortes hausses de prix à l'occasion de deux événements politiques : la guerre du Kippour (1973 - le prix du pétrole passe de 3 à 11\$) ; la révolution iranienne (1979- le prix du pétrole atteint 35 dollars par baril quelques mois plus tard).

Cette forte hausse entraîne une diminution importante de la demande et un accroissement de l'offre dans les zones non OPEP (Alaska, mer du Nord), considérées comme plus sûres par les grands pays consommateurs. Pour éviter un effondrement des prix, les pays OPEP instaurent des quotas de production qui sont progressivement réduits. Mais, en 1985, c'est de 75% que l'Arabie doit diminuer sa production (par rapport à 1979) pour éviter la chute des cours. Face à cette situation, le royaume lance une guerre des prix pour reprendre des parts de marché. Le prix du pétrole s'effondre, passant de 25 dollars le baril en janvier 1986 à moins de 10 dollars le baril en juillet.

Troisième période : depuis 1986, le prix du pétrole semble fondamentalement dépendre de la loi de l'offre et de la demande. Les variations sont importantes : à peine 10 dollars par baril en 1986 ou en 1998, plus de 30 dollars pendant la guerre du Golfe ou à l'été 2000. L'offre et la demande jouent un rôle fondamental, mais l'action de l'OPEP est également déterminante. Sans la régulation du marché opérée par

<sup>1</sup> Les sept sœurs sont : Esso, Mobil, Socal (aujourd'hui Chevron), Texaco, Gulf (rachetée par Socal en 1984), Shell et BP. La CFP (devenue plus tard Total) était parfois surnommée la huitième sœurs.

<sup>2</sup> L'OPEP regroupe 11 pays. Ont adhéré chronologiquement : l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran, le Koweït, le Venezuela (pays fondateurs en septembre 1960), puis le Qatar (1961), l'Indonésie (1962), la Libye (1962), les Emirats arabes unis (1967), l'Algérie (1969) et le Nigeria (1971). L'Equateur et le Gabon ont été membres de l'OPEP avant de s'en retirer.

l'OPEP, les prix du pétrole seraient beaucoup plus bas, sans doute de l'ordre de 10 à 15 dollars par baril. Mais l'OPEP ne peut pas - et ne veut pas - assumer seule le soutien des prix. En 2001, l'OPEP a réduit sa production de 5 millions de barils par jour (Mbj), c'est-à-dire de près de 20%, pour éviter une chute brutale des cours. Cependant, à la fin de 2001, l'organisation est face à un dilemme : réduire encore sa production et voir sa part de marché se réduire dramatiquement - car les producteurs non OPEP profitent des prix élevés sans s'associer aux efforts de réduction - ou maintenir les exportations et assister à une chute inéluctable de la valeur du brut. Début 2002, les grands producteurs non-OPEP (Mexique, Norvège, et surtout Russie) s'associent aux efforts de l'OPEP pour réduire la production. Mais cet effort sera-t-il réel et durable ? Rien ne le garantit. Si au Mexique et en Norvège la production est largement contrôlée par l'Etat, en Russie elle est désormais le fait de compagnies privées qui cherchent à développer leurs productions et leurs exportations. En outre, nous y reviendrons plus loin, il y a désormais compétition entre les principaux producteurs pour s'assurer des parts de marché, en particulier sur le marché américain qui reste un marché en croissance. Les pays qui produisent et exportent des quantités importantes de pétrole sont au total relativement peu nombreux. En dehors des pays membres de l'OPEP, les grands exportateurs de pétrole sont le Mexique, la Norvège, la Russie et dans une moindre mesure l'Oman et l'Angola. Ces cinq pays sont souvent cités comme « partenaires obligés » de l'OPEP pour le contrôle des marchés et des prix.

## 1.2. Le pétrole dans le monde

### 1.2.1. le rôle des organisations et des compagnies pétrolières

Le pétrole est présent dans plusieurs régions du monde. Mais certains pays possèdent d'importantes réserves. De ce fait nous avons des pays exportateurs et des pays importateurs,

l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole)

La plus importante organisation est l'OPEP, parce que les principaux pays producteurs se sont regroupés dans l'OPEP. Elle consiste en onze pays producteurs et exportateurs en Afrique, Asie, Amérique du sud et au Moyen-Orient, les membres actuels sont :

Au Moyen-Orient : Arabie saoudite, Iraq, Iran, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis.

En Asie : Indonésie

En Afrique : Algérie, Libye, Nigeria.

En Amérique du sud : Venezuela.

La production et les réserves prouvées d'OPEP sont 40% de la production mondiale, et 75% des réserves mondiales.

Le Moyen-Orient, principale région productrice de pétrole

Précision importante : les deux tiers des réserves de pétrole conventionnel sont situés au Moyen-Orient : l'Arabie Saoudite possède 25 % des réserves mondiales, l'Irak 11 %, l'Iran, le Koweït et les Emirats arabes unis environ 9% chacun. On comprend l'intérêt des grands pays consommateurs - qui sont en général également importateurs - pour cette zone.

Avec environ 10% de la production mondiale, l'Arabie Saoudite est le principal producteur de brut <sup>3</sup>. Les hydrocarbures sont de loin la principale ressource du pays et le budget est financé à plus de 80% par les recettes pétrolières. Élément clé de la politique pétrolière de l'Arabie Saoudite : les importantes capacités de production, volontairement non employées, dont dispose le royaume. Les experts chiffrent à plus de 10 Mbj la capacité de production que pourrait rapidement mobiliser Riyad. Les capacités non employées sont donc au minimum de 3 Mbj environ. Ce qui revient à dire que le royaume peut à tout moment pallier la défaillance de l'un des plus gros exportateurs de brut. Le maintien de ces capacités excédentaires est un élément essentiel de la stratégie de Riyad. Il lui permet de peser sur les prix en laissant planer la possibilité d'une augmentation brutale de la production si nécessaire.

Le Koweït et les Emirats arabes unis, petits (par la taille) Etats voisins de l'Arabie Saoudite, sont importants par leurs réserves et leur production. Le Koweït dispose du second plus grand gisement de pétrole, « Burgan », découvert en 1938<sup>4</sup>. Les Emirats arabes unis sont une fédération - indépendante depuis le début des années 70 - de sept petits Etats. Deux sont des producteurs substantiels de pétrole : Abu Dhabi et Dubaï.

L'Iran est le deuxième grand pays producteur de la région. Mais, si l'Iran dispose de réserves prometteuses, ces réserves sont parfois coûteuses et difficiles à exploiter.

L'Irak dispose de très importantes réserves, supérieures à celles des autres pays du Golfe (à l'exception de l'Arabie Saoudite). En outre, les gisements identifiés mais non développés sont parmi les plus beaux gisements du monde à mettre en production. Si en dépit de ces réserves impressionnantes, la production de l'Irak reste limitée, c'est bien sûr parce que depuis la guerre du Golfe (invasion du Koweït par l'Irak en 1991) l'Irak est soumis à embargo et que ses exportations sont limitées.

Le sixième membre de l'OPEP au Moyen-Orient est le Qatar, dont la production de pétrole est faible mais dont les réserves de gaz sont considérables. Enfin Oman est un acteur clé du dialogue entre pays OPEP (à laquelle il n'appartient pas) et pays non-OPEP.

Possédant les deux tiers des réserves de brut de la planète, le Moyen-Orient joue donc un rôle éminemment stratégique sur la scène pétrolière mondiale. Certes, la part du Moyen-Orient dans la production pétrolière (30%) est très inférieure à la part de ses

<sup>3</sup> Au début de 2002, elle est dépassée par la Russie, mais cela tient aux restrictions de production que s'impose l'Arabie. La Russie, premier producteur à la fin des années 80 a vu sa production chuter de 50 % au milieu des années 90. Cette production se redresse actuellement. Quant aux Etats-Unis, la production est depuis trente ans en chute lente mais régulière.

<sup>4</sup> Le plus important gisement au monde est celui de Ghawar, situé en Arabie Saoudite. Il contenait à l'origine au moins 10 milliards de tonnes de brut récupérables, soit au moins trois fois la production annuelle mondiale actuelle.

réserves, mais, chaque année, ce sont près d'un milliard de tonnes de pétrole qui transitent par le détroit d'Ormuz, porte de sortie unique du golfe Arabo-Persique. Compte tenu de l'importance des réserves de la région et même en restant prudent dans l'évaluation des besoins futurs en carburants et combustibles, ce sont au moins 50% des besoins de la planète qui devront être couverts dans vingt ou trente ans par les producteurs du Golfe. La plupart des pays de cette région disposent de réserves qui approchent ou dépassent cent années de production au rythme actuel, alors que les autres pays n'ont guère plus de dix à vingt ans de production (au rythme actuel) devant eux. Dans quelques années, et sauf découvertes majeures, il est possible que les seuls exportateurs d'hydrocarbures liquides soient les pays du Golfe et quelques pays en nombre très limité comme le Venezuela ou la Libye. Partout ailleurs, même si les productions locales restent importantes, il faudra importer.

Précision importante : les deux tiers des réserves de pétrole conventionnel sont situés au Moyen-Orient : l'Arabie Saoudite possède 25 % des réserves mondiales, l'Irak 11 %, l'Iran, le Koweït, les Emirats arabes unis environ 9% chacun. On comprend l'intérêt des grands pays consommateurs - qui sont en général également importateurs - pour cette zone.

## Les autres producteurs OPEP

Les autres pays OPEP sont le Venezuela, l'Algérie, la Libye, le Nigeria et l'Indonésie. L'Algérie, la Libye, le Nigeria et l'Indonésie sont des producteurs notables, mais ils n'exercent pas une influence décisive sur les prix, même si leur préférence va globalement à des cours du baril élevés.

Tout autre est l'importance du Venezuela. Doté des réserves de pétrole - conventionnelles - les plus importantes en dehors du Moyen-Orient, doté surtout d'énormes réserves de pétrole non conventionnel (pétrole extra-lourd, qui ressemble à du bitume et dont l'exploitation vient juste de commencer), dans la région de l'Orénoque, le Venezuela est sans doute avec l'Arabie Saoudite le pays le plus important au sein de l'OPEP. Si les efforts de développement du Venezuela sont anciens et si certaines caractéristiques de son économie le rapprochent des pays industrialisés, le Venezuela reste en proie à de graves difficultés économiques, encore très largement dépendant du pétrole car les revenus des hydrocarbures n'ont pas permis un réel décollage du pays.

La politique pétrolière du Venezuela a radicalement changé à la fin de 1998 avec l'élection du président Hugo Chavez. L'équipe dirigeante précédente jouait délibérément la carte du prix bas, respectait mollement les quotas fixés par l'OPEP et cherchait avant tout à développer sa production. La souveraineté nationale sur les réserves pétrolières étant inscrite dans la Constitution vénézuélienne, il avait fallu en contourner les dispositions pour permettre aux sociétés étrangères de participer à la mise en valeur des gisements « marginaux » et au développement des ressources de l'Orénoque. Lorsque Hugo Chavez est élu, le prix du pétrole est au plus bas (10 dollars le baril fin 1998), mais le nouveau Président, nationaliste convaincu, retrouve le discours tiers-mondiste d'anciens dirigeants sud-américains. Il prône la solidarité au sein de l'OPEP, milite pour une discipline accrue et un meilleur respect des quotas. Il effectue plusieurs tournées dans les pays de l'OPEP mais aussi dans de nombreux pays en développement pour renouer les liens de solidarité face aux pays développés. Effet de persuasion du discours d'Hugo Chavez ou simple coïncidence ? Toujours est-il que le prix du pétrole va se relever au début de 1999<sup>5</sup>.

Mais la politique intérieure menée par Hugo Chavez provoque de vifs mécontentements à l'intérieur du pays. Le coup d'Etat manqué d'avril 2002 a fragilisé le président et la situation économique du pays est très difficile. Il faut beaucoup d'argent pour faire face aux engagements présidentiels et aux besoins d'investissements du secteur pétrolier. Ali Rodriguez, de retour comme président de pétroles de Venezuela SA, pourra-t-il résoudre ce qui ressemble à la quadrature du cercle ? L'avenir le dira.

---

<sup>5</sup> La remontée des prix est attribuée à plusieurs facteurs : diminutions successives des quotas OPOP au début de 1999, accord entre le Mexique, le Venezuela et l'Arabie Saoudite qui crédibilise les diminutions de production ; amélioration des relations entre l'Arabie Saoudite et l'Iran.

## Les producteurs non-OPEP

L'OPEP possède près de 80% des réserves de pétrole brut, mais n'en produit que 40%. Outre les États-Unis, grand producteur mais également grand importateur, quelques pays, bien que n'appartenant pas à l'OPEP, sont à la fois de grands producteurs et de grands exportateurs de pétrole. Nous en retiendrons trois.

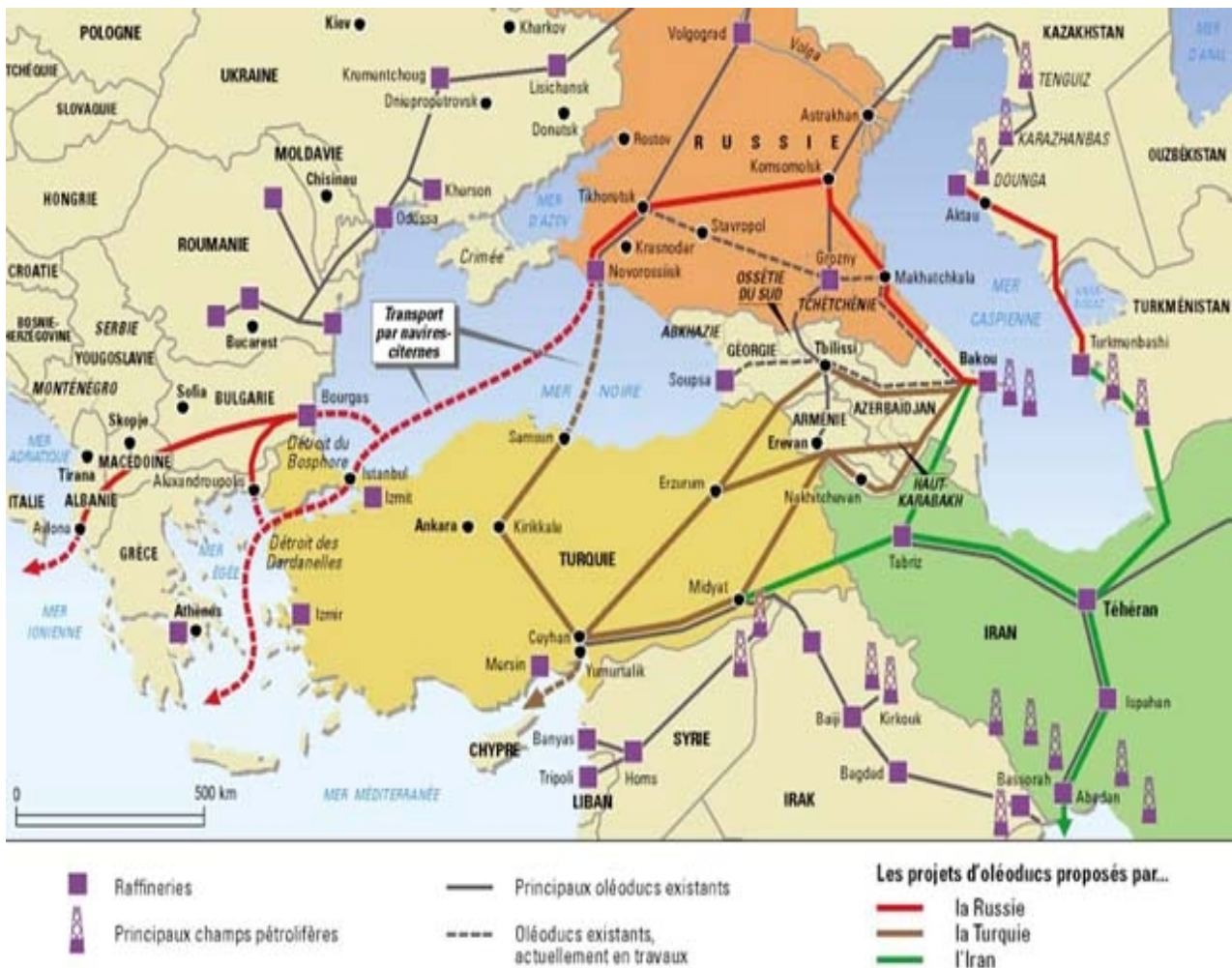
Le Mexique est un très ancien producteur de brut. Bien que non-membre de l'OPEP, le Mexique coopère désormais étroitement avec l'Organisation. En mars 1999, c'est un accord entre le Mexique, le Venezuela et l'Arabie Saoudite qui va crédibiliser une nouvelle réduction des quotas OPEP et permettre la remontée du prix du brut.

La Norvège est le troisième exportateur de brut dans le monde après l'Arabie Saoudite et la Russie. La position de la Norvège est complexe. Important pays exportateur, elle a des intérêts communs avec l'OPEP. Mais elle fait partie de l'OCDE et ne peut se permettre d'apparaître comme favorisant exagérément des prix élevés qui contrarient l'activité économique de ses partenaires.

Enfin la Russie, deuxième exportateur de brut et principal exportateur de gaz, joue désormais un rôle clé sur la scène pétrolière. Nous y reviendrons plus loin.

Les attentats du 11 septembre, le redressement économique de la Russie, les craintes autour des approvisionnements pétroliers ont profondément changé la géopolitique pétrolière. Le rôle des États-Unis est plus que jamais central, le poids de l'Arabie Saoudite reste prépondérant, mais la Russie revient au cœur du jeu.

## GÉOPOLITIQUE DU PÉTROLE AU MOYEN-ORIENT



## 1.2.2. les réserves mondiales de pétrole

40% des besoins en énergie étant couverts par le pétrole, ressource non renouvelable, le problème des réserves est critique. La crainte d'une pénurie de pétrole est certes un phénomène récurrent mais, en 2002, les chiffres permettent néanmoins un optimisme raisonnable. Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, des discours alarmistes, prévoient l'épuisement prochain des réserves. Les grandes découvertes du Texas, au début des années 30, puis du Moyen-Orient, vers 1940, ont fait provisoirement disparaître ces craintes. Mais elles vont reparaître dans les années 60. En 1970, les experts prédisent la fin de l'exploitation du pétrole à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

En 2002, la situation a nettement changé. Le sentiment de pénurie a été remplacé par un sentiment d'abondance, mais le débat reste ouvert. Abondance fictive, disent les pessimistes qui insistent sur le fait que les découvertes de pétrole se font plus petites. On ne découvre plus - ou l'on découvre peu - de gisements géants. Dans les années 90, le pétrole consommé n'a été remplacé qu'à un peu plus de 50% par le pétrole des gisements nouvellement découverts. Si les réserves restent stables, c'est parce que les sociétés pétrolières - et les pays producteurs - procèdent à des réévaluations importantes de leurs réserves.

A cela les optimistes répondent que les taux de récupération pourront, grâce au progrès technique, être fortement améliorés dans les prochaines années. Actuellement, en moyenne, seuls 30 à 35% des barils présents dans un gisement sont effectivement récupérés en surface. Les efforts de recherche devraient permettre de porter ce taux de récupération à 45%. Et l'on ne parle là que du pétrole « conventionnel », celui qui peut être produit par les méthodes traditionnelles. Or il existe beaucoup de pétrole « non conventionnel » : pétrole produit par très grande profondeur d'eau (offshore ultra-profond, au-delà de 1 500 mètres), huiles lourdes de l'Orénoque au Venezuela, sables asphaltiques du Canada. Les ressources de pétrole non conventionnel sont considérables. Au total, il est probable que le monde ne manquera pas de pétrole avant plusieurs dizaines d'années. En tout état de cause, et à supposer que les réserves de pétrole « conventionnel » s'épuisent, les techniques de liquéfaction du gaz (GTL : Gas To Liquids en anglais) et de liquéfaction du charbon permettraient de continuer à produire les carburants traditionnels.

**Tableau 1 : Réserves, production et exportations des principaux pays producteurs de pétrole**

	Réserves (milliards de barils)		Production (milliers de b/j)		Exportations (milliers de b/j)	
	01/01/2001	01/01/2002	2000	2001	2000	2001
Arabie Saoudite	261,70	261,75	8 310	8 700	6 253	5 440
Iran	89,70	89,70	3 682	3 800	2 492	1 930
Irak	112,50	112,50	2 567	2 400	1 996	1 460
Koweït	96,50	96,50	2 080	1 800	1 245	1 235
EAU	97,80	97,80	2 231	2 200	1 815	1 500
Qatar	13,16	15,21	688	670	618	504
Oman	5,51	5,51	933	960	893	905
Yémen	4,00	4,00	440	450	367	275
<b>MOYEN-ORIENT</b>	<b>680,86</b>	<b>682,96</b>	<b>20 931</b>	<b>20 980</b>	<b>15 679</b>	<b>13 249</b>
Algérie	9,20	9,20	808	860	461	550
Libye	29,50	29,50	1 410	1 380	1 005	988
Nigeria	22,50	24,00	2 030	2 100	1 986	1 808
Angola	5,41	5,41	750	740	710	700
<b>AFRIQUE (1)</b>	<b>66,61</b>	<b>68,11</b>	<b>4 998</b>	<b>5 080</b>	<b>4 163</b>	<b>4 046</b>
Kazakhstan	5,42	5,42	675	787	540	603
Azerbaïdjan	1,18	1,18	275	300	155	178
Turkménistan	0,55	0,55	140	147	83	85
<b>CASPIENNE</b>	<b>7,14</b>	<b>7,14</b>	<b>1 090</b>	<b>1 234</b>	<b>778</b>	<b>866</b>
Indonésie	4,98	5,00	1 267	1 300	623	428
Mexique	28,26	26,94	3 012	3 560	1 814	1 600
Venezuela	76,86	77,69	3 028	2 900	1 923	2 354
Norvège	9,45	9,45	3 300	3 410	3 100	3 050
Russie	48,57	48,57	6 325	7 020	4 370	4 740

Source : Oil and Gas Journal, Agence internationale de l'énergie.

(1) Quatre principaux producteurs.

### 1.3. Le pétrole et la sécurité internationale

#### 1.3.1 Naissance et déclin d'un problème de sécurité

Le problème de sécurité posé par le commerce pétrolier international est reconnu depuis longtemps. Le pétrole est un « lien technique » entre une économie nationale donnée et un ou plusieurs fournisseurs extérieurs.

Depuis la révolution industrielle, et plus particulièrement depuis la fin de la Première Guerre mondiale, l'énergie est une réalité internationale : l'approvisionnement énergétique des sociétés donne lieu à des flux marchands qui représentent environ un cinquième du commerce mondiale de marchandises.

Au sein de ces relations énergétiques internationales, le pétrole occupe une place essentielle : il couvre environ 40 % de l'offre mondiale d'énergie primaire et constitue toujours l'énergie « de bouclage » des bilans nationaux.

Selon toute vraisemblance, l'ère du pétrole n'est pas près de se clore et celui-ci devrait encore représenter 35 % de l'offre énergétique mondiale à l'horizon 2030.

Ces données quantitatives conduisent à qualifier le pétrole de matière première « stratégique ». Cependant, toutes les matières premières stratégiques ne sont pas des enjeux de sécurité internationale : la plupart donnent lieu à des échanges marchands de plus ou moins forte intensité sans grandes répercussions politiques directes. Il en va différemment des relations pétrolières internationales, qui présentent un important aspect politique, au point qu'on voit souvent la scène énergétique mondiale comme un théâtre « géopolitique » plus qu'un espace de transactions économiques. Cette « politisation » a culminé au cours des années 70 dans ce qu'il est convenu d'appeler la crise énergétique, dont l'épisode le plus dramatique fut sans doute la « révolution pétrolière » orchestrée par les Etats membres de l'OPEP.

#### 1.3.2. Concurrence pétrolière et sécurité au Moyen-Orient

La concurrence entre exportateurs de pétrole a des effets déstabilisateurs potentiels dans bien des pays ou régions ; cependant, c'est encore une fois sur la stabilité du Moyen-Orient que la situation du marché pétrolier fait peser le plus de menaces.

Les économies du golfe arabo-persique sont fortement dépendantes des revenus de leurs exportations d'hydrocarbures, qui représentent une large part de leurs exportations totales. La diversification des économies est un objectif de tous les gouvernements de la région mais il ne peut être atteint -s'il l'est - que sur le long terme. Pour l'instant les économies du golfe sont largement des économies rentières, dépendantes des cours d'une matière première sur lesquels les gouvernement n'ont pratiquement plus aucune prise. Dans certains cas, cette situation pétrolière peut être porteuse de risques sur la stabilité des pays ; les cas saoudien et iranien seront brièvement examinés.

## Le cas saoudien

La chute des prix du brut pèse sur les finances publiques de ces Etats. En Arabie Saoudite, le budget 1998 avait été établi sur la base d'un prix du Brent (cours de référence dans la plupart des contrats pétroliers) compris entre 16 et 16,5 \$/b. La persistance de prix nettement inférieurs pose des problèmes budgétaires sérieux : pour chaque dollar de baisse, ce sont 2,5 milliards de dollars de recettes qui manquent au budget saoudien. Le gouvernement est donc contraint de revoir à la baisse les dépenses (notamment les budgets d'investissement) ; parallèlement, la contrainte budgétaire pourrait accélérer la mise en œuvre du programme de libéralisation de l'économie, notamment de privatisation des entreprises publiques et de diminution des subventions. Cette situation est délicate : l'accélération des réformes se traduirait par la baisse du niveau de vie de certaines catégories de la population dont le mécontentement latent pourrait s'exprimer par un regain de popularité de la mouvance islamiste contestataire. Dans un pays où la rente pétrolière assure, plus ou moins directement, les ressources d'une part importante de la population, la baisse des revenus pétroliers met la « cohésion sociale » à l'épreuve et place les autorités dans une situation délicate, devant arbitrer entre le creusement des déficits et le risque du mécontentement populaire. Les attentats anti-américains de 1994 avaient révélé l'existence d'une forme de contestation idéologique du régime, lui reprochant sa corruption et sa soumission aux Etats-Unis. D'autres lignes de fracture existent qui menaceront la stabilité du pays faute d'une modernisation économique, sociale et politique. Sans vouloir exagérer la fragilité du régime saoudien, la situation économique induite par l'état du marché pétrolier est un facteur d'aggravation des tensions internes.

## Le cas iranien

L'élection de Mohamed Khatami avait généré l'espoir d'une amélioration de la situation économique du pays. Dans ce contexte, la chute des prix du pétrole a des conséquences contradictoires : elle constitue sans doute une incitation à accélérer les réformes et la politique d'ouverture, dans le domaine de l'énergie comme dans le reste de l'économie ; mais les hydrocarbures représentent 80% des revenus à l'exportation du pays : la baisse des prix se traduit donc d'abord par de sérieux problèmes budgétaires qui contraignent le gouvernement à revoir à la baisse les dépenses publiques.

## Retour du pétrole irakien et sécurité dans le Golfe

L'Irak est un géant pétrolier, dont les réserves prouvées s'élèvent à 112 milliards de barils (2<sup>ème</sup> rang mondial derrière l'Arabie Saoudite) et les réserves ultimes à 215 milliards peut-être (chiffre avancé par le Département de l'Energie américain, repris par certaines compagnies occidentales)<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> L'Irak, un géant pétrolier sur la liste d'attente, Bulletin de l'Industrie Pétrolière n°8598, 20 mai 1998.

Mais depuis la fin des années 1970, la présence de l'Irak sur le marché pétrolier est intermittente. En effet, la guerre Iran - Irak entre 1980 et 1988 puis la crise et la guerre du Golfe en 1990-1991 ont entraîné des baisses brutales de la production irakienne.

A la faveur de l'accord dit « pétrole contre nourriture » et de sa modification par la résolution 1153 de Conseil de Sécurité, l'Irak est de retour sur le marché mondial avec des volumes d'exportation non négligeables et qui devraient encore augmenter. Si on les autorise à faire les investissements nécessaires, les Irakiens entendent restaurer une capacité de production de 3 millions de barils par jour d'ici un an. Les plans du ministère irakien du pétrole prévoient d'augmenter les capacités de production à 6 Mb/j dans les dix ans qui suivraient la levée de l'embargo. Dans un contexte de marché pétrolier déprimé, ce retour est porteur de risques sur la sécurité régionale.

### La concurrence de la Caspienne

A moyen terme, la situation de concurrence entre producteurs du Golfe pour l'accès aux marchés devrait s'accroître. L'assouplissement probable des sanctions unilatérales américaines sur l'Iran déclencherait un véritable « rush » d'investissements pétroliers et gaziers dans ce pays, qui souhaite lui aussi augmenter ses capacités de production. Dans le même temps, c'est surtout le pétrole de Caspienne qui devrait venir renforcer la concurrence entre offreurs au niveau mondial : la production a atteint 2 Mb/j en l'an 2000 et pourrait atteindre 6 Mb/j en 2015, d'après le DOE américain<sup>7</sup>.

Pour les Européens comme pour les Américains, le pétrole de la Caspienne est une opportunité de diversification de l'offre mondiale à moyen terme<sup>8</sup>. L'hypothèse implicite qui sous-tend cet objectif de diversification est une forte croissance de la demande qui entraînerait le retour d'un marché tendu, précipitant une concentration des approvisionnements mondiaux sur le Golfe Persique. C'est ainsi qu'il faut lire les efforts diplomatiques des Américains dans la région ; les enjeux les plus visibles (choix des tracés pour les oléoducs, position à l'égard de l'Iran ou de la Russie) ne sont que des contraintes dans la poursuite de l'objectif principal qui est de favoriser l'émergence d'une alternative partielle au Golfe pour l'après 2010. De même la Chine s'intéresse de très près au développement pétrolier de la région Caspienne - Asie centrale et la compagnie nationale CNPC investira près de 10 milliards de dollars dans les champs du Kazakhstan et dans un oléoduc entre ce pays et la province du Xinjiang<sup>9</sup>. Sans ces investissements spécifiques, ses importations futures devraient se concentrer quasi exclusivement sur le Moyen-Orient.

<sup>7</sup> DOE/EIA, International Energy Outlook 1998, p.34. De l'avis même des rédacteurs du rapport, ces prévisions sont très optimistes ...

<sup>8</sup> Marc Grossman, Secrétaire d'Etat Adjoint déclarait récemment devant une commission du Sénat : « faire parvenir les ressources de Caspienne vers les marchés mondiaux contribuera à diversifier les marchés énergétiques, ce qui sera évidemment bénéfique à nos alliés européens [...] Nos objectifs sont la diversification de l'offre énergétique mondiale et le renforcement de la sécurité énergétique des Etats-Unis et de nos alliés européens [...] Nous pensons que le développement de l'offre en provenance de Caspienne favorisera la stabilité des marchés énergétiques européens et renforcera la sécurité et la prospérité de l'Europe (International Economic Policy, Export and Trade Promotion Subcommittee of Foreign Relations Committee, « Hearing regarding Caspian sea oil exports », 8 juillet 1998).

<sup>9</sup> US DOE, « A Status Report on Developing Transportation for Caspian Basin Oil and Gas Production », in International Energy Outlook 1998.

Mais l'émergence de cette nouvelle province, tant souhaitée par les gros consommateurs de pétrole, pourrait avoir un effet pervers sur la stabilité du marché mondial. Si cette demande ne progressait que modérément (suite à une persistance et/ou à une extension de la crise asiatique), le pétrole de Caspienne viendrait concurrencer les producteurs du Golfe sur un marché déjà très difficile, pérennisant et accentuant les difficultés économiques et sociales de ces pays et renforçant le risque de déstabilisation interne et régionale. Dans ce cas, c'est sur une fragilisation du maillon le plus faible du marché mondial que déboucherait la relative éviction du Golfe par les autres producteurs et notamment la Caspienne.

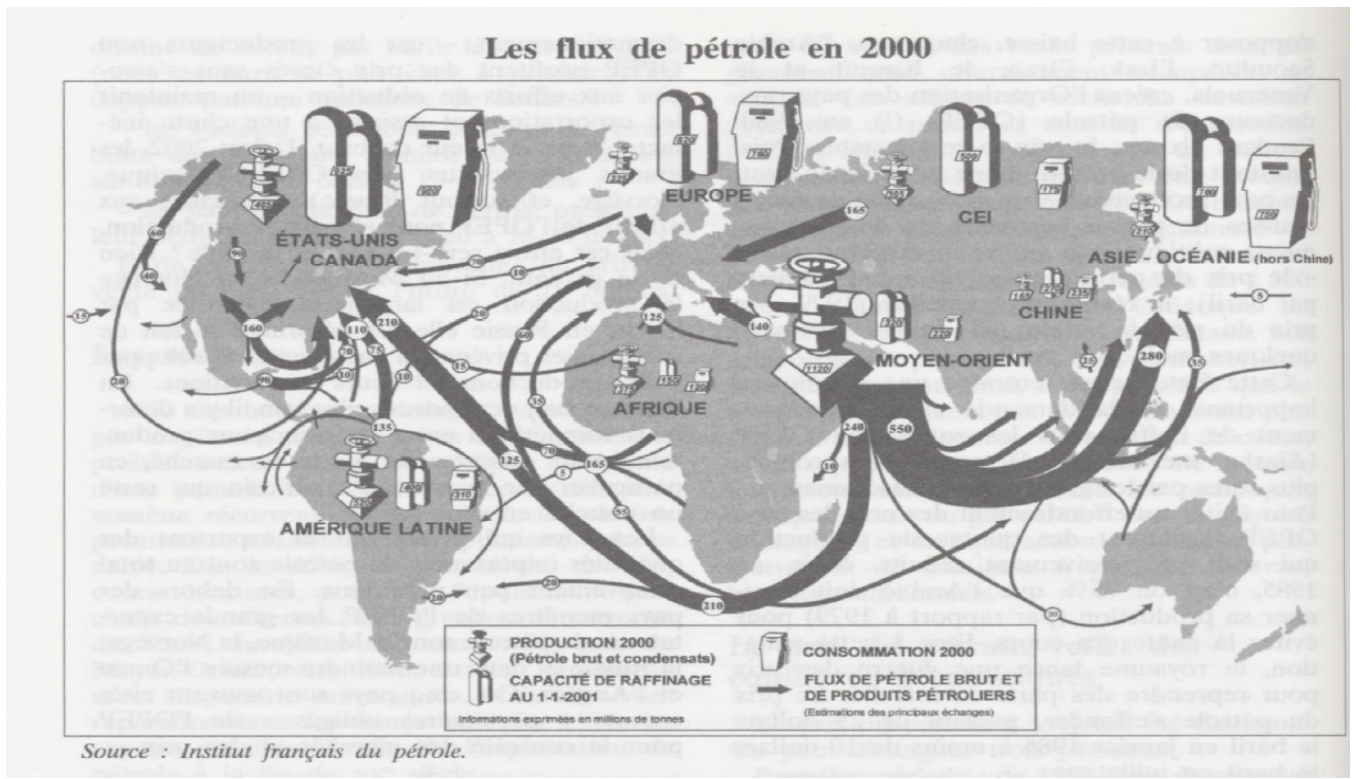
En fonction de l'évolution de la demande, la stratégie visant à stimuler la concurrence sur le marché pétrolier et à favoriser l'émergence d'alternatives au pétrole du Moyen-Orient peut se retourner contre ses promoteurs : si les revenus pétroliers du Golfe sont si faibles qu'ils ne permettent pas aux Etats de faire face à leurs besoins immédiats, on risque une fragilisation des régimes, le retour des ambitions hégémoniques et la remise en cause de « l'équilibre instable » qui règne dans la région. Quel que soit le degré de concentration des approvisionnements mondiaux sur le Golfe Persique, ceux-ci risquent alors des perturbations du type des crises de 1979-80 ou de 1990-91<sup>10</sup>.

En termes plus généraux, l'opposition entre court et long termes évoquée plus haut se retrouve ici. La sécurité énergétique se pense traditionnellement à long terme et en termes de dépendance : il s'agit de limiter les possibilités pour une ou quelques puissances étrangères de transformer leur statut de fournisseur en un levier de pouvoir ; la possibilité de la défection d'un fournisseur suite à des troubles internes graves doit être considérée aussi. Les remèdes préventifs consistent donc à promouvoir la multiplicité des sources géographiques d'approvisionnement et à diversifier les types d'énergies utilisés. C'est la voie suivie – selon des modalités différentes mais dans l'ensemble, avec succès – par les grands pays industrialisés depuis les années 1970. D'autres facteurs plus ou moins indépendants de la volonté des Etats ont également puissamment contribué à la réduction de la vulnérabilité pétrolière mondiale.

Aujourd'hui, ces règles générales orientées sur le long terme pourraient entrer en contradiction avec une situation particulière, la fragilité économique et politique de ce qui devrait rester le poumon pétrolier du monde : le Moyen-Orient. Les responsables politiques cherchent – et la dynamique actuelle de l'industrie y tend également – la réduction du taux de dépendance du marché vis-à-vis du Golfe. Cette tendance, en fragilisant économiquement et politiquement les gros producteurs du Golfe, pourrait se traduire par de nouveaux « mini-chocs » pétroliers, indépendamment de toute tension sur le marché.

---

<sup>10</sup> Ces deux crises ont eu des conséquences très contrastées sur le marché pétrolier : la première s'est traduite par un « choc pétrolier » durable, la seconde par une hausse brutale des cours suivie d'une chute tout aussi rapide. Cette différence de comportement sur la durée s'explique moins par les dynamiques de l'offre et de la demande que par les nouvelles modalités de commercialisation du brut et de fixation du prix, beaucoup plus flexibles et réactives, entrées en vigueur au cours des années 1980. Sur ce point, voir Philip K. Verleger, « Understanding the 1990 Oil Crisis », *The Energy Journal* vol. 11, 1990.



### 1.3.3. Lien entre pétrole et guerre

Le Golfe Persique, la mer Caspienne et la Russie jouent un rôle actuellement déterminant dans la géopolitique du pétrole. Les conflits d'intérêts y ont généré des guerres entre Etats. En Afrique, la rente pétrolière participe à la destruction des Etats.

M. Jean-François Bayart, directeur du CERI, a explicité ainsi cette problématique : "Bien que les compagnies pétrolières ne fassent pas a priori la politique du pire, elles y ont été, dans la pratique, entraînées. Les compagnies pétrolières anglo-saxonnes ont contribué à la chute de Mossadegh en Iran. Entre 1950 et 1960, la compagnie Chevron a indirectement alimenté la guerre civile au Soudan en distribuant des armes aux milices destinées à protéger ses installations pétrolières ; elle a joué un rôle dans l'extension de ce conflit. En Angola, les ressources provenant du pétrole permettent au MPLA, parti unique, d'acheter de l'armement pour financer son effort de guerre, et gouverner le pays sans se poser la question de sa légitimité politique, de sa représentativité ou de sa responsabilité."

Il a souligné "le lien assez direct entre l'existence de ressources pétrolières importantes et l'extension de la guerre comme mode de solution des conflits politiques en Afrique subsaharienne. Les perspectives mêmes de l'exploitation pétrolière sont susceptibles de favoriser l'extension des conflits car elle permet à une partie ou à tous les belligérants d'acquérir des armes et elle rend la détention du pouvoir encore plus convoitable."

La géopolitique du pétrole est caractérisée par le hiatus qui sépare les zones de gisement et celles de consommation des produits raffinés. Malgré l'existence de nombreux pôles de production, le Moyen-Orient reste la région essentielle de production. Or, le Moyen-Orient fut le théâtre d'une guerre pour le pétrole : la guerre du Golfe.

## Deuxième partie

### La stratégie américaine du pétrole au 20<sup>e</sup> siècle

#### 2.1. L'importance du pétrole pour les Etats-Unis

Le pétrole est si important dans la vie des Américains qu'il pèse sur leur politique intérieure et extérieure parce qu'il met en jeu des capitaux formidables ( il faut compter en milliards de dollars ).

Les Etats-Unis tiennent en 1945 la tête de la production mondiale du pétrole : ( 65,8 % du total ). Le deuxième producteur, le Venezuela ne représente que 13,4%. L'Europe, orientale ( URSS et Roumanie ) 6,8% et l'ensemble du Moyen-Orient 7,5% mais les réserves de cette zone semblent les plus importantes du monde.

L'avance des Américains est telle qu'ils deviennent le modèle à l'exemple de l'industrie pétrolière dans le reste du monde. Cependant à partir des années 60, leur hégémonie tend à décliner : en effet, à cette date apparaissent de nouveaux producteurs en Afrique tandis que l'URSS dépasse Les Etats-Unis dans la décennie 1960 – 1970 et que des prospections ont lieu en Asie du sud-est et en Chine.

Par ailleurs, le paysage pétrolier change à partir de ces années, quand est créée en 1960 l'OPEP, ensuite quand se généralise un nouveau type de contrat apparu au Venezuela ; enfin, quand les Etats producteurs nationalisent les concessions pétrolières.

Américains et Anglais signent donc un accord d'Etat à Etat au début d'août 1944 qui associe les sociétés pétrolières de chacun des deux Etats pour consolider leur emprise sur la production, la distribution et les prix dans le monde.

Un autre accord signé un an plus tard à Londres reprend en gros l'accord précédent et souligne l'entente entre les plus importantes sociétés pétrolières.

De plus, les Américains confortent les positions acquises en Arabie Saoudite entre 1934 et 1939 quand ils commencent à exploiter ce gisement qui contient les réserves de pétrole les plus importantes du monde.

#### 2.2. Le pétrole et les atouts de l'économie américaine

Après une période d'expansion économique d'une longueur sans précédent, le climat économique des États-Unis s'est très brutalement modifié au cours de l'année 2001, cette évolution ayant été accentuée par les conséquences des attaques terroristes du 11 septembre. L'économie paraît maintenant être entrée dans une phase de consolidation voire de récession. Un certain nombre d'incertitudes sur le plan mondial et sur le plan intérieur assombrissent les perspectives, notamment le risque que la confiance des consommateurs ne se dégrade davantage et que le ralentissement de l'investissement des entreprises persiste sur fond de tensions internationales.

Toutefois, l'économie américaine conserve une place prépondérante sur l'échiquier international et demeure l'économie de référence pour les autres pays. Elle garde ainsi de nombreux atouts qui produiront leurs effets à terme.

Ainsi, après avoir décrit quelques aspects de l'économie américaine et mis en valeur certaines forces et faiblesses, nous étudierons comment cette économie joue un rôle central dans les échanges économiques internationaux, renforcée par une volonté de conserver un leadership dans le domaine technologique.

### 2.2.1. Structure de l'économie américaine

La composition de l'économie par secteur est la suivante en 1999 :

Agriculture: 2%                    Industrie: 18%                    Services: 80%

La part de la population se situant en dessous du seuil de pauvreté était de: 12.7% en 1999. Les 10% des personnes les plus pauvres disposent de 1.8% des revenus alors que 10% des personnes les plus riches disposent de 30.5% des revenus en 1997. La main d'œuvre disponible représente 140.9 millions de personnes ( y compris les chômeurs en 2000).

Par secteur d'activité, celle-ci se répartit comme suit en 2000 :

- Encadrement et profession libérale: 30.2%,
- Techniciens, vente, et administratif : 29.2%,
- Services 13.5%,
- Industrie de transformation, mines, transport, et artisanat: 24.6%,
- Agriculteurs, secteur forestier et pêche: 2.5%.

#### L'industrie :

L'industrie est diversifiée et avance sur le plan technologique.

Les principales productions sont : le pétrole, l'acier, l'automobile, l'aérospatiale, les télécommunications, la chimie, l'électronique, la transformation de produits agricoles, les biens de consommation, le bois de construction.

Le taux de croissance de la production industrielle en 2000 était de 5.6%.

#### L'agriculture :

L'agriculture se situe à la première place mondiale. Les principales productions sont : le blé, le maïs, les fruits, les légumes, le coton, le bœuf, le porc, les volailles, les produits laitiers, la pêche et la pisciculture.

#### L'énergie :

La production d'électricité en 1999 s'est élevée à: 3.678 trillion kWh.

Par source, cela représente :

pétrole: 69.64%    hydroélectricité: 8.31%    nucléaire: 19.8%    autres : 2.25% (1999)

#### Le commerce :

Exportations: \$776 milliards (en 2000).

Les principales exportations sont constituées par les matières premières, les biens d'équipement, les automobiles, les produits non transformés pour l'industrie, les biens de consommation et les produits agricoles;

Les principaux partenaires sont le Canada 23%, le Mexique 14%, le Japon 8%, le Royaume-Uni 5%, l'Allemagne 4% et la France.

### Importations: \$1223 milliards (2000 est.).

Les principales exportations sont constituées par les matières premières, le pétrole et les produits issus du pétrole, les machines-outils, les automobiles, les biens de consommation, les matériaux industriels bruts, la nourriture et les boissons.

Les principaux partenaires sont le Canada 19%, le Japon 11%, le Mexique 11%, la Chine 8%, l'Allemagne 5%, le Royaume-Uni et Taiwan (en 2000).

L'accès à Internet : En 2000, les fournisseurs de service Internet s'élevaient à 7,800. Le nombre de personnes utilisant Internet s'élevait à 148 millions.

## 2.2.2. Des faiblesses inquiétantes

### Le problème de la dette

À la fin de l'année 2001, la dette américaine globale, interne et externe, de loin la plus élevée du monde, atteignait 31 120 milliards de dollars.

Au cours des quatre dernières années, la dette américaine a crû au rythme annuel de 2200 milliards de dollars. La dette totale englobe la dette des ménages et des entreprises, de même que la dette du gouvernement fédéral et des États, des comtés et des collectivités locales.

Dans les années 1990, pour chaque dollar d'accroissement du PIB, la dette s'est accrue de 3,60 dollars. En 2001, ce chiffre atteignait 4,91 dollars.

Selon les calculs de l'Executive Intelligence Review, le service annuel de la dette des États-Unis s'élève à environ 5 700 milliards de dollars, soit près de 55 % du PNB américain en 2001.

Bien que les États-Unis attirent d'immenses quantités de capitaux étrangers et appliquent diverses mesures pour financer leur dette, les sommes impliquées peuvent mettre en danger les capacités des structures financières internationales.

Au cours des quatre dernières années, elles avaient augmenté en moyenne de 2200 milliards par an, soit presque 200 milliards par mois. La Réserve fédérale rend régulièrement publiques des statistiques sur la dette totale du secteur des entreprises, des ménages privés et de l'État, mais ne calcule pas le service annuel de cette dette qui comprend le versement des intérêts, plus le remboursement de la partie du principal arrivée à échéance.

La majeure partie des 31 120 milliards de dollars de dette intérieure américaine prend la forme soit d'obligations soit de prêts bancaires. En 1980, l'échéance moyenne d'une obligation d'entreprise était de 19,4 ans. En 2001, l'échéance moyenne n'était plus que de 6,6 ans.

En raison de ce seul facteur, sans tenir compte de la croissance du volume total de la dette, la quantité moyenne d'obligations d'entreprises devant être refinancée par an a triplé. En 1980, le service annuel de la dette était de 1290 milliards de dollars ; en 2001, de 7360 milliards, soit une multiplication par six. Sur ces 7360 milliards, la part des intérêts était de 2070 milliards de dollars.

### Le « boom » du déficit du compte courant américain

Le 13 septembre 2000, le département du Commerce a publié des chiffres sur le compte courant des États-Unis pour le deuxième trimestre (commerce total, services et transactions financières). On constate un nouveau déficit record de 106,1 milliards de dollars. Ce déficit est supérieur de presque 5 milliards au précédent record, atteint au premier trimestre 2000, soit 101,5 milliards de dollars. A ce rythme, les États-Unis pourraient atteindre un déficit annuel du compte courant de 420 milliards de dollars ou plus en 2002. La hausse du déficit du compte courant depuis deux ans est frappante : de 220,6 milliards en 1998, il est passé à 338,9 milliards de dollars en 1999.

Le directeur de la Réserve fédérale de Chicago, Michael Moskow, a affirmé à la réunion annuelle de l'Association nationale pour l'économie des affaires, le 12 septembre 2000 : « Notre déficit du compte courant est sans précédent... Il doit certainement y avoir une limite à la quantité d'épargne mondiale que notre économie peut réclamer. Et qu'arrivera-t-il si la rentabilité des investissements américains tombe à des niveaux plus normaux ? Il est possible que les étrangers ne veuillent plus financer notre déficit du compte courant au niveau qui prévaut actuellement. »

Selon les données du Fonds monétaire international (FMI), les exigibilités étrangères sur les actifs américains ont désormais atteint les 6.500 milliards de dollars.

### La dette des consommateurs

La dette des consommateurs est aussi une menace pour l'économie américaine. Cet endettement a permis au consommateur de continuer ses achats mais elle a atteint des niveaux hasardeux. En croissance continue depuis le milieu des années 80 puis explosive depuis dix ans, elle atteint aujourd'hui le double de son niveau de 1990. Pour la première fois, la dette des ménages est égale à leur revenu total après impôt.

Une question essentielle est la consommation qui a cessé de progresser plus vite que le revenu. Les Américains semblent faire plus attention à leurs finances. Ceci peut freiner la croissance et aggraver les faillites personnelles.

D'après John Kenneth Galbraith, l'économie américaine vit sur la dette du consommateur. Ajoutons y la stimulation publicitaire forcenée, le goût du gadget et de "l'entertainment". Une partie de cette consommation de "l'affluent society (société riche)" est financée par les profits boursiers artificiels.

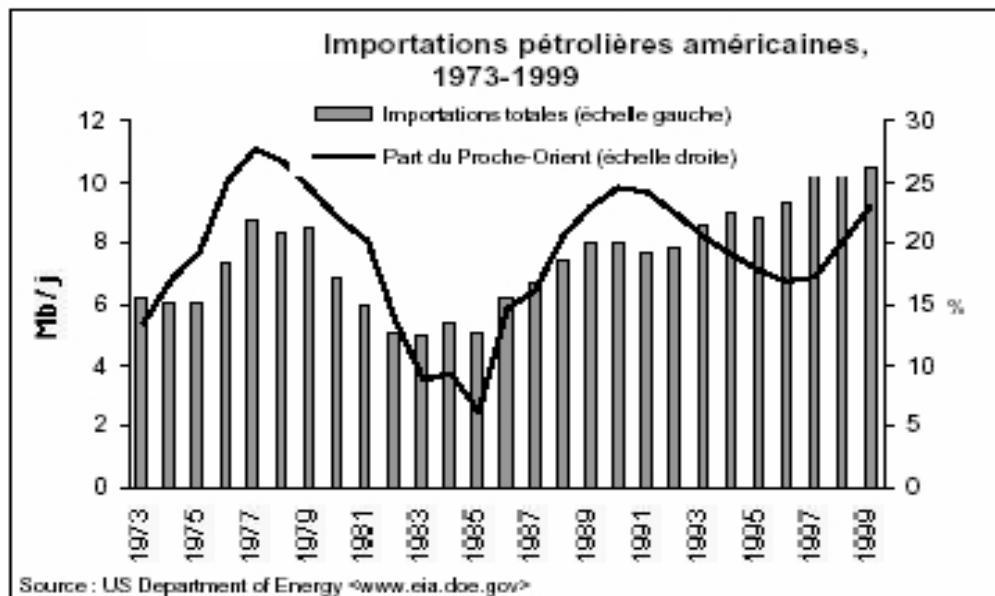
### La dépendance énergétique

Les États-Unis sont dépendant de leur approvisionnement en matières premières et notamment en pétrole. Cette crainte explique le lancement par le président Bush d'un appel à l'augmentation des stocks stratégiques des États-Unis de 576 millions de barils à 700 millions au cours des trois prochaines années.

Les États-Unis importent un peu plus de 50% du pétrole qu'ils consomment, brut et produits raffinés confondus, soit 10,5 Mb/j en 1999.

La part des différentes sources d'approvisionnement a fluctué depuis 1973. Il apparaît que les États-Unis sont relativement dépendant de leur approvisionnement en provenance du Moyen-orient. Toutefois, entre 1991 et 1996, le pétrole du Golfe a perdu des parts de marché aux États-Unis alors que les importations augmentaient, évincé par les exportations mexicaines, vénézuéliennes, et canadiennes.

Depuis 1997, la part du Proche-Orient a augmenté fortement en raison du retour du pétrole irakien sur le marché américain alors même que les importations totales stagnent. Il est fort probable que le 11 septembre incite les États-Unis à poursuivre la diversification de leur approvisionnement.



### 2.2.3. Le pétrole une constante de la stratégie américaine

Les Etats-Unis poursuivent trois buts :

- Premièrement, ils cherchent à se constituer des réserves stratégiques qui leur permettent de disposer d'une marge d'action suffisante en cas de crise pétrolière.
- Deuxièmement, ils visent la domination des zones de production. Ainsi, ils poursuivent une quête de plus en plus désespérée pour assurer leur accès au pétrole comme le montre l'obsession quasi fanatique de George W. Bush à vouloir ouvrir la réserve naturelle inviolée de l'Alaska.  
De plus, Si une invasion américaine en Iraq devait libérer les gisements pétroliers, les Etats-Unis disposeraient d'une nouvelle position stratégique dans le Golfe persique.
- Troisièmement, ils veulent conserver le pétrole comme base de leur économie. Ainsi la compagnie américaine Exxon Mobil s'en tient fermement à son engagement traditionnel dans les carburants fossiles, avec un minimum d'efforts consacrés aux énergies renouvelables.

La recrudescence des mises en causes des compagnies pétrolières américaines. Mobil a été accusée en décembre 1998 par la Commission nationale des droits de l'Homme d'avoir volontairement ignoré les atrocités commises par des militaires dans une province indonésienne où la société est active, et même d'avoir fourni certains équipements aux militaires impliqués dans ces exactions.

Le consortium West Natuna Group, emmené par Conoco, a récemment été mis en cause (et a d'ailleurs du suspendre le contrat correspondant) pour des problèmes de corruption associés à l'attribution d'un important contrat de construction d'un oléoduc en Indonésie. Une filiale de Mobil a été, en avril dernier, accusée d'avoir recouru à la corruption pour obtenir la concession d'un poste d'avitaillement sur le Canal de Panama.

Comme d'autres sociétés, Mobil et surtout Chevron ont été directement mises en cause pour leur rôle au Nigeria. Chevron est en particulier accusée d'avoir fourni aux forces de sécurité nigérianes les hélicoptères, bateaux et d'autres équipements utilisés pour mater des mouvements de protestation (motivés par des préoccupations environnementales et de corruption) de la communauté Ijan dans le delta du Niger. Dans ce dernier cas, l'action de l'ONG a bénéficié d'un soutien politique remarqué, conduisant notamment certains élus à la Chambre des représentants à demander une enquête sur le comportement du pétrolier américain.

La compagnie Unocal a été accusée à deux reprises par des ONG, d'une part pour un projet d'oléoduc en Afghanistan, d'autre part pour avoir bénéficié (avec d'autres dont Total) d'une main d'œuvre forcée lors de la construction du gazoduc de Yadana en Birmanie.

Occidental Petroleum (Oxy) a, comme BP, été critiquée par Human Rights Watch, pour la nature de ses relations avec les autorités militaires colombiennes qui assurent la protection de ses personnels et installations dans ce pays, et à qui sont attribuées de nombreuses violations des droits de l'Homme.

Les responsables du Département d'Etat sont d'une réserve prudente et précisent que le respect des droits de l'Homme par les sociétés américaines dans les pays en voie de développement faisait l'objet d'une étude. L'administration s'est déclarée réservée à encourager ou à décourager les entreprises à intervenir ici ou là. Elle considère que ce n'est pas son rôle et que les risques de poursuites judiciaires pour favoritisme seraient grands si elle se risquait sur ce terrain.

M. Michel Chatelus, professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble, a noté que : "La nature des relations des Etats avec les multinationales est variable. On observe cependant que les entreprises pétrolières sont parmi les plus multinationales même si les compagnies américaines demeurent très fortement liées au Département d'Etat et se soumettent le plus souvent aux injonctions qu'elles reçoivent de lui."

Evoquant quelques cas particuliers, il a précisé : "La stratégie des Etats-Unis en mer Caspienne est déterminée par leur politique à l'égard de l'Arabie Saoudite. Ils tentent parfois d'intoxiquer Ryadh en jouant sur l'ampleur des réserves de la Caspienne. Il est difficile de soutenir que les Etats-Unis sont influencés mécaniquement par le pétrole. Ils demeurent tout à fait sionistes, ce qui démontre qu'à leurs yeux l'électorat juif

américain est plus important que le lobby pétrolier. Ils doivent également tenir compte de groupes de pression collatéraux tels les Turcs par rapport aux Grecs ou aux Arméniens, etc. Une politique étrangère est rarement purement rationnelle."

Les compagnies pétrolières américaines s'exonèrent parfois de la politique étrangère des Etats-Unis. La présence de Gulf Oil en Angola pendant la guerre froide en témoigne, comme le remarque M. Jean Savoye, chercheur à l'institut de recherches internationales et stratégiques : "Les compagnies pétrolières en Angola n'ont pas véritablement joué de rôle politique en liaison directe avec leur pays d'origine. Elles agissaient en fonction de leurs intérêts commerciaux pendant la guerre froide. On a observé des liens entre la compagnie américaine Gulf Oil et certains dignitaires cubains. Les compagnies américaines comme les troupes cubaines sont restées, sans que la politique américaine dans la région ait changé jusqu'à la fin des années 1980."

M. Alexandre Adler, directeur éditorial de "Courrier international" a lui aussi observé que : "Rien n'empêche une compagnie pétrolière américaine de poursuivre une politique différente de celle de son gouvernement mais la plupart ont été le pilier de l'ordre américain à cette exception près que longtemps les compagnies texanes ont refusé de reconnaître l'Etat d'Israël en raison de leurs liens avec l'Arabie Saoudite."

L'émergence des ONG sur la scène internationale et la prise de conscience de leur pouvoir de nuisance tant par les Etats que par les multinationales contribuent à changer la donne. Certaines compagnies s'efforcent d'entretenir un dialogue avec les ONG. Les compagnies françaises semblent en retrait par rapport à ce mouvement, ce qui pourrait se révéler à terme contre productif. La quatrième compagnie pétrolière mondiale fera-t-elle longtemps l'économie de cette réflexion ?

#### Les Etats-Unis, le pétrole et la guerre

Après la seconde Guerre mondiale, la circulation du pétrole est à la merci de la conjoncture internationale et d'abord de celle du Moyen-Orient. La puissance politique et économique des Américains est telle qu'ils n'hésitent pas à lutter contre leurs partenaires / concurrents pour renforcer leur hégémonie. Cependant entre 1945 et 1960, celle-ci semble remise en question même si les Etats-Unis élargissent le champ de leur action au Moyen-Orient . Le Moyen-Orient tend, à partir de 1945 à devenir la première zone de production pétrolière du globe ; tout ce qui touche donc à la conjoncture politique de cette zone concerne l'économie du pétrole dans le monde. En témoignent les séquelles des conflits entre les Arabes et Israël d'abord en octobre 1956, puis en juin 1967, ensuite en octobre 1973, enfin après le conflit entre l'Irak et l'Iran à partir de septembre 1980 dont le dénouement semble l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 et la guerre éclair menée par les Nations unies contre les Irakiens en février 1991. Tous ces conflits sont autant de menaces pour le ravitaillement et l'économie mondiale.

La guerre entre l'Égypte et Israël (1973–1980) :

L'attaque égyptienne lancée le 6 octobre 1973 contre les positions israéliennes sur le canal de Suez déclenche un processus aux dimensions multiples. Les unes d'ordre politique, les autres d'ordre économique. Mais toutes concernent d'abord le monde arabe producteur de pétrole, ensuite le Moyen-Orient dont on sait l'importance géostratégique. Les unes ont une portée limitée, les autres ont en revanche une importance majeure, car elles touchent aux structures de l'économie mondiale. Ces dernières ont été élaborées par la décision de Nixon du 15 août 1971 de ne plus échanger le dollar papier contre l'or, ce qui remet en question le rôle du dollar comme monnaie de compte international. C'est dire l'importance de cette décision pour le commerce mondial dans lequel, on le sait, le pétrole a une place prépondérante. Mais presque simultanément, les pays producteurs, pays hôtes, reconsidèrent la nature de leurs rapports avec les sociétés pétrolières concessionnaires. Enfin, l'attaque égyptienne d'octobre 1973 déclenche une réaction des producteurs de pétrole arabe.

Avant même que la guerre soit finie, les Américains bien présents au Moyen-Orient proclament leur volonté de ne pas laisser à leur alliés les champs de pétrole et de gaz, en invoquant plusieurs arguments : d'abord celui de conserver les réserves de l'hémisphère occidental pour des raisons de sécurité ; ensuite celui de la liberté commerciale dans le monde.

Une guerre pour le pétrole : la guerre du Golfe ( 1990 )

A cette date, le 2 août 1990, cent mille soldats irakiens ont envahi le Koweït. Le marché mondial du pétrole se resserrait ; la demande croissait ; la production américaine avait été réduite. Les importations de pétrole des Etats-Unis étaient à un niveau jamais atteint et montaient. Le monde redevenait très dépendant vis-à-vis du golfe Persique. L'écart entre la demande et la capacité de production diminuait. Le marché était donc vulnérable aux conflits et aux accidents.

Depuis la guerre Iran-Irak, 1980-1988, dans laquelle les intérêts pétroliers avaient leur part, les objectifs de Saddam Hussein semblaient clairs : dominer le monde arabe, obtenir l'hégémonie sur le golfe Persique, devenir une puissance pétrolière de premier plan et une puissance militaire (nucléaire compris) régionale. Cependant, le pays souffrait d'une considérable faiblesse financière.

Auparavant, en juillet 1990, l'Irak avait placé cent mille hommes à sa frontière avec le Koweït, pays favorable à une baisse des prix du pétrole. Bagdad voulait s'assurer que des pays comme le Koweït et les Emirats arabes unis respectaient leurs quotas pétroliers pour faire monter les prix de l'Opep. Ces pays cédèrent, mais les soldats irakiens ne se retirèrent pas pour autant. Bagdad considérait en fait que le Koweït devait lui revenir.

Pour M. Daniel Yergin<sup>11</sup> : "Nous ne supporterons pas cette agression contre le Koweït, annonça George Bush quelques jours après l'invasion. Les Nations unies décrétèrent un embargo pour contrer l'agression. Mais l'affaire ne s'arrêtait pas au Koweït. La disposition des forces irakiennes et la façon dont elles étaient réapprovisionnées

<sup>11</sup> Les hommes du pétrole, les enjeux de ce conflit, p.481.

donnaient à penser qu'elles pourraient s'emparer des champs pétroliers saoudiens faiblement défendus. Craignant que l'Arabie Saoudite ne fût la prochaine sur la liste de Hussein, de nombreux pays s'empressèrent d'envoyer des forces armées dans la région. Les forces américaines formaient de loin l'élément le plus important. Les répercussions possibles de la crise étaient primordiales pour l'avenir. En se maintenant au Koweït, Saddam Hussein parvenait à contrôler directement 20 % de la production de l'Opep et 20 % des réserves mondiales de pétrole et serait en mesure d'intimider ses voisins."

"La rente pétrolière se traduisait en argent et en pouvoir : politique, économique et militaire. Saddam Hussein savait qu'avec 10 % supplémentaires des réserves mondiales sans grand surcroît de population, l'Irak serait la puissance pétrolière dominante de la planète. Les autres producteurs de pétrole se plieraient à ses diktats tout comme ils avaient commencé à le faire dans l'été 1990, avant l'invasion."

"Le pétrole était donc l'élément fondamental de la crise, non "le pétrole bon marché", mais plutôt le pétrole en tant qu'élément critique dans l'équilibre mondial du pouvoir, comme il l'était depuis la Première Guerre mondiale."

La question du pétrole commande en grande partie la stabilité et la sécurité de tout le Moyen-Orient. Les Etats-Unis considèrent qu'il va de leurs intérêts vitaux de maintenir à tout prix les régimes en place même si, comme l'Arabie Saoudite dont les réserves représentent plusieurs décennies de production, ils sont loin d'être des modèles de démocratie. L'Union européenne a adopté la même attitude.

Selon Gilles Kepel, directeur de recherches au Centre national de recherches scientifiques (CNRS) : "Le pacte détermine une constante de la politique américaine envers l'Arabie Saoudite et les autres pays producteurs de pétrole. L'Arabie Saoudite ferait tout pour garantir les approvisionnements pétroliers de l'Occident, ce qui était un enjeu vital ; en contrepartie, les Etats-Unis appuieraient le régime et les gouvernements saoudiens successifs en s'interdisant toute immixtion durable dans leur politique intérieure." La logique du pacte Roosevelt-Ibn Saoud était à l'œuvre lors de la guerre du Golfe, une guerre du pétrole, pour le pétrole.

Dans les régions de la mer Caspienne et de l'Asie centrale, les conflits latents pour des raisons historiques sont attisés par la présence potentielle de réserves de pétrole dont l'importance varierait, selon les experts entre 80 et 200 milliards de barils pour tout le bassin caspien. (A titre de comparaison, le golfe Persique dans son ensemble dispose de 676 milliards de barils de réserves prouvées).

**Pétrole et conflits dans la zone Caspienne : des guerres réelles pour du pétrole encore virtuel**

Les Etats du Caucase, notamment la Transcaucasie et ceux de l'Asie centrale, soumis aux intérêts russes depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, sont le champ de nouveaux rapports de forces. Ils deviennent stratégiquement importants mais, en dépit d'une situation géographique favorable, le développement des hydrocarbures freiné par les recompositions en cours et l'instabilité politique, est source de conflits.

Les droits de propriété sur les ressources de la Caspienne ne sont pas encore clairement fixés ni reconnus par tous les pays concernés, même si des progrès notables ont été

enregistrés. Le statut international de la Caspienne (mer ou lac ?) et la délimitation des eaux territoriales sont des sujets de conflits entre les Etats riverains (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Iran, Russie et Turkménistan). La Russie, soutenue par l'Iran et le Turkménistan, entendait faire reconnaître la mer Caspienne comme un lac, ce qui implique qu'au-delà d'une zone de 40 milles le long des côtes, les Etats riverains exploiteraient en commun les ressources de la Caspienne. Mais cette position a largement été combattue par l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan qui entendent partager la Caspienne en eaux territoriales afin de maîtriser le développement des hydrocarbures présents dans leurs secteurs respectifs conformément au droit de la mer. Finalement, les positions se sont rapprochées, l'accord du 6 juillet 1998, signé entre la Russie et le Kazakhstan, entérine un partage des zones offshore en secteurs nationaux, assorti d'une gestion commune des eaux de la mer. La question de l'acheminement de ce pétrole vers des zones de consommation éloignées reste cruciale.

M. Sébastien Leplaideur<sup>12</sup> explique : "De 1993 à nos jours, l'acheminement du pétrole de la Caspienne sera l'enjeu stratégique majeur de la région. De rebondissements en rebondissements, de retournements en revirements, c'est une véritable saga aux acteurs multiples qui se déroulera autour de la Caspienne, où nul accord, nulle concession ne sont définitifs : une sorte de gigantesque jeu d'esbroufe remplace les amabilités diplomatiques habituelles. Il faut dire que l'enjeu est de taille. Un oléoduc qui passe sur son territoire signifie des rentrées de devises assurées (entre 0,5 et 2 dollars par baril) et un moyen de pression considérable - on peut toujours fermer le robinet en cas de désaccord majeur avec l'un des pays producteurs, voire avec les pays consommateurs." Or, on dénombre au moins quatre voies de passage possibles pour le pétrole de l'Azerbaïdjan et six pour le Kazakhstan pour d'éventuelles exportations vers l'Europe. Cinq pays de transit réels ou potentiels sont plus particulièrement concernés : la Russie, l'Iran, la Géorgie, la Turquie et l'Arménie. Par la Russie, trois voies sont possibles. La première relierait l'Azerbaïdjan au port de Novorossiisk, en doublant des oléoducs existants. Les deux autres pourraient acheminer des hydrocarbures du Kazakhstan en Europe, via la Russie, l'une sur le port de Novorossiisk, l'autre par le réseau de pipelines russe de Druzhba via Samara. La voie Ouest permettrait d'amener les hydrocarbures d'Azerbaïdjan au port géorgien de Supsa sans passer par la Russie. Cet oléoduc est en cours d'achèvement. La voie turque qui relierait Bakou au port méditerranéen turc de Ceyhan via l'Anatolie à la préférence du gouvernement américain. Enfin, le projet d'oléoduc sous-marin en Caspienne lierait le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et la Turquie.

Mais la réalisation ou l'exploitation de ces voies est soumise aux inconnues liées au conflit régional du Nagorni-Karabakh qui oppose l'Azerbaïdjan et l'Arménie, à celui qui oppose l'Abkhazie à la Géorgie et à celui qui embrase actuellement la Tchétchénie et le Daghestan. Ces conflits contrarient toute voie d'évacuation. L'oléoduc Bakou Novorossiisk vient d'être coupé en raison de l'invasion de la Tchétchénie. Autre incertitude, la Turquie s'oppose aux solutions qui augmenteraient le trafic maritime sur

<sup>12</sup> La Transcaucasie post-soviétique entre rouge sang et or noir, mémoire réalisé sous la direction de M. Jean Gueit, professeur à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, 1998.

le détroit du Bosphore, trop surchargé et qui se trouve au débouché des cargaisons en provenance de Novorossirsk. Quant à la voie iranienne, même si elle apparaît comme la solution économiquement la plus viable, elle a peu de chances de se concrétiser tant que ce pays restera soumis à l'embargo américain.

M. Sébastien Leplaideur observe que "l'acheminement des ressources énergétiques recoupe des enjeux qui dépassent largement de simples problèmes techniques ou financiers. Tous les acteurs, des groupes sécessionnistes aux grands Etats comme la Russie ou les Etats-Unis, en passant par les pays producteurs et les investisseurs privés ont des intérêts de premier ordre dans la détermination des tracés."

La Russie a systématiquement cherché à bloquer les exportations d'hydrocarbures de la Caspienne autrement qu'à partir du territoire russe, jusqu'à présent avec succès, car elle voulait maintenir un certain contrôle sur les Républiques de l'ex-Union soviétique. Elle estime que l'Asie centrale et les Républiques caucasiennes font partie de son périmètre de sécurité et d'influence et appartiennent à sa "sphère d'intérêts légitimes". Le gouvernement américain, sans nécessairement prendre en compte les intérêts des compagnies pétrolières américaines, privilégie toutes les solutions qui évitent le passage par l'Iran. La voie Bakou Ceyhan malgré sa longueur, son coût et son passage par le Kurdistan semble avoir sa préférence. La France quant à elle encourage l'implantation de ses compagnies pétrolières en Iran.

M. Alexandre Adler, directeur éditorial de "Courrier international" a lui aussi insisté sur les enjeux et les conflits ouverts ou latents également dans la zone de la mer Caspienne et du Caucase : "Actuellement, la production de pétrole en Azerbaïdjan atteint celle de l'Iran, et l'ensemble Turquie-Azerbaïdjan, riche de 60 millions d'habitants, représente l'équivalent de la population iranienne. Aussi, les ressources pétrolières de l'Azerbaïdjan intéressent-elles la Turquie, qui y est très présente. Le Président Aliiev a clairement opté pour une alliance turco-américaine, car il redoute les Iraniens, bien que ses relations avec le Président Khatami soient assez bonnes. Le Président Aliiev a été victime d'un attentat, probablement fomenté par des proches du lobby pétrolier russe."

S'agissant du conflit du Nagorni Karabakh "la Russie a soutenu la candidature à la Présidence de l'Arménie de M. Kotcharian, qui a mené sa campagne grâce aux fonds de la Société russe Gazprom, afin d'éviter l'ouverture d'un oléoduc Azerbaïdjan-Géorgie-Turquie. Les compagnies pétrolières russes ont leur propre stratégie politique. La ligne de force turco-azérie les inquiète ; de même, pour des raisons écologiques, la Turquie ne souhaite pas que l'oléoduc débouche dans les Dardanelles, et qu'ainsi le pétrole soit acheminé par bateau, avec les risques de pollution que cela comporte."

La présence russe dans la région reste importante. Ainsi, certains observateurs estiment que les intérêts pétroliers sont loin d'être étrangers à la guerre actuellement menée par Moscou en Tchétchénie. D'après l'article de Mme Sophie Shihab<sup>13</sup>, l'oléoduc Bakou Grosny Novorossiisk, seul point de convergence des intérêts tchéchènes et russes a été endommagé avant le début du deuxième conflit obligeant l'Azerbaïdjan à charger son

---

<sup>13</sup> Le Monde, 30 septembre 1999.

brut par des trains traversant le Daghestan avant de rejoindre en Russie même l'oléoduc allant vers Novorossiisk. Elle explique que "Transneft, propriétaire de tous les oléoducs russes, a changé de directeur. Un proche du milliardaire Boris Berezovski fut installé à sa tête. Dans sa première déclaration, il annonça avoir reçu l'ordre de construire une bretelle pour contourner la Tchétchénie. Depuis la Russie semble avoir renoncé à utiliser les infrastructures pétrolières Tchétchènes qu'elle a bombardées. Le Daghestan, qui couvre la plus grande part du littoral "russe" de la Caspienne, demeure un pion central dans la volonté du Kremlin de rester un acteur actif dans le futur partage de ses richesses. S'il perd cette République, il perd aussi toute chance d'avoir son mot à dire dans les grandes manœuvres qui vont s'accélérer à nouveau autour de la Caspienne, avec la remontée des prix du pétrole."

Le pétrole, présenté par certains experts comme un possible facteur de stabilité et d'intégration économique pour les pays de la région, semble au contraire y avoir exacerbé les conflits latents. La remontée des cours du brut accroît encore plus l'intérêt des compagnies pétrolières occidentales, russes voire chinoises pour le pétrole de la Mer Caspienne. Les compagnies américaines Mobil, Exxon Chevron, BP-Amoco ont signé des contrats importants. Les compagnies françaises commencent à s'y implanter.

#### La course aux richesses pétrolières en Asie Centrale

L'effondrement de l'Union soviétique a laissé un grand vide dans toute cette région fabuleusement riche. Aux côtés de la Russie, la Turquie, l'Iran et les nouvelles républiques régionales, les Etats-Unis, de même que l'Inde et la Chine rivalisent aujourd'hui pour imposer leur influence sur cette Asie centrale, champ de manœuvre d'un « nouveau grand jeu ». impliquant une lutte sans merci pour l'influence politique, ce « nouveau grand jeu » vise prioritairement la prise de contrôle des richesses locales. Pour le pétrole et le gaz, le problème crucial ne réside pas dans la délimitation et l'exploitation des gisements, mais dans le choix des itinéraires d'évacuation vers les marchés mondiaux. Le projet de la compagnie pétrolière américaine Unocal, via l'Afghanistan vers le Pakistan, est davantage qu'une simple idée. Outre l'appui financier et militaire que l'Unocal n'avait cessé d'apporter aux milices talibanes, la compagnie américaine a déjà réalisé de considérables investissements en études de faisabilité et racheté les parts de la compagnie russe Gazprom. Une question d'importance subsiste sur la capacité du Pakistan à concevoir un réel débouché pour cet oléoduc.

La « deuxième guerre d'Afghanistan » et le sanctuaire terroriste pakistano-taliban n'avaient pas poussé toutes leurs logiques à terme. L'une d'elles, majeure, concerne toujours la partie de poker stratégique qui se joue pour la maîtrise des matières premières de la Caspienne. Le soutien apporté aux talibans par le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Etats-Unis n'a pas résisté aux effets terroristes « boomerang » qui se sont manifesté après la guerre du Golfe jusqu'en septembre 2001? Les Etats-Unis ont repris l'initiative dans la région en organisant une alliance anti-taliban. En effet, outre les plans de la CIA, de l'Unocal et des organisations politico-religieuses saoudiennes quant à la réalisation d'un pipeline allant du Turkménistan à l'océan Indien en passant par le

royaume taliban, on touche ici au « principal intérêt de l'Amérique » selon Zbigniew Brzezinski<sup>14</sup>, qui a toujours considéré l'alliance avec l'islamisme sunnite comme le plus puissant vecteur d'influence politique dans cette région.

Les Etats-Unis y accroissent donc leur présence, notamment les compagnies pétrolières. Chevron a investi 2 milliards de dollars au Kazakhstan et contrôle 38% des consortiums pétroliers azerbaïdjanais. Washington entend consolider cette politique. « Ce sont donc les Américains qui ont fait une percée en Asie centrale, conclut Olivier Roy, essentiellement du fait des intérêts pétroliers et gaziers. Les compagnies Chevron et Unocal sont des acteurs politiques qui discutent d'égal à égal avec les Etats (c'est-à-dire avec les présidents). Les compagnies pétrolières sont amenées à jouer un rôle de plus en plus important dans la région. Le tandem Aramco-dynastie saoudienne des années 1930 n'est pas loin, surtout en Turkménistan. »

Comme les Etats-Unis, la Turquie mise sur l'affirmation d'Etats indépendants, convertis à l'économie de marché, émancipés de la tutelle russe et hors de l'influence de l'Iran. Ses intérêts économiques se concentrent également sur les réserves énergétiques et le projet de pipeline reliant Bakou au port turc de Ceyhan. L'Iran est l'allié le plus important de la Russie dans le « nouveau grand jeu ». Les deux pays se considèrent mutuellement comme des contrepoids indispensables à la présence américaine grandissante dans la région. L'Iran, qui cherche à renforcer sa coopération, a tout intérêt à travailler à la stabilité de la zone. C'est ce qu'il fait, non sans succès, dans sa médiation engagée dans la guerre civile du Tadjikistan. Les objectifs déclarés de Téhéran visent non seulement l'exploitation et le transport des réserves énergétiques de la Caspienne, mais aussi le rétablissement des anciennes voies commerciales de la Route de la soie qui s'en vont vers la Chine.

Si la Route de la soie du Sin-Kiang arrive à contourner les injures du temps, si la restauration de cet axe ancestral de communication devient réalité, la Chine pourrait effectivement avoir en main la meilleure carte du « nouveau grand jeu ». La Chine a 1700 kilomètres de frontières communes avec les républiques d'Asie centrale. Et à la tête de pont de l'ouverture qui s'opère aujourd'hui dans leur direction et celle de l'Iran s'organise autour des gisements pétroliers de la province du Sin-Kiang. Majoritairement peuplée de musulmans sunnites ouïgours, le Sin-Kiang a vu son dispositif militaire considérablement renforcé, Pékin craignant un effet de contagion, après l'indépendance des républiques d'ex-URSS, sur cette population turcophone. Le conflit tadjik a réveillé l'islamisme et le séparatisme des Ouïgours, qui détestent les Chinois. Deux organisations clandestines animent une lutte d'indépendance qui a connu un regain d'intensité depuis 1995.

Les talibans, le pétrole et la soie : cette singulière trilogie prend naissance en Afghanistan, épice du « grand jeu » renouvelé. Actionné par le Pakistan, l'Arabie saoudite et la CIA, l'onde de choc afghane se propage tout au long de l'ancienne, des nouvelles, et de la future Route de la soie. En effet, on ne peut guère douter de la renaissance de ce grand axe de communication reliant l'Extrême-Orient à l'Extrême-

---

<sup>14</sup> Le grand échiquier, Zbigniew Brzezinski.

Occident. Mais il faudra compter avec la persistance de l'islamisme sunnite, avec ses poussées fondamentalistes et terroristes. Ses effets de fragmentations identitaires et territoriales n'ont pas encore développé toutes leurs contradictions.<sup>15</sup>

La chute des Talibans ne changera pas grand chose de ce point de vue : la main mise de Washington est d'autant plus importante sur cette région sous couvert de sa lutte contre le terrorisme international.

La rente pétrolière rend l'exercice du pouvoir très attractif. De fait, l'existence d'une rente pétrolière élevée n'est pas un facteur d'alternance démocratique, d'autant qu'une pente naturelle, voire la force de l'habitude, pousse les grands groupes pétroliers à souhaiter le maintien des régimes en place, quels qu'ils soient

### 1.3. La rente pétrolière, facteur d'immobilisme

Les dirigeants des grands groupes pétroliers considèrent qu'ils doivent traiter avec les régimes en place et, au nom de la souveraineté d'Etat, ne pas s'immiscer dans leurs affaires intérieures. Selon eux, le pétrole induit le développement économique que favorise la démocratisation. Mais ce raisonnement ne résiste pas à l'épreuve des faits, car les mécanismes de versement de la rente pétrolière sont opaques. Grâce à la rente, les régimes en place arrivent à conserver le pouvoir en utilisant la force ou la corruption. La problématique pourrait être la suivante : que fait-on des revenus pétroliers, quels sont les retours en terme de financement des partis politiques, où ont-ils été réinvestis pendant les années soixante et soixante-dix ? Que fait-on au niveau européen pour le savoir ? La politique arabe de la France ne pose pas en préalable la question des droits de l'Homme, du droit à l'information et à la démocratisation, et du développement de la société civile dans ces pays. Les régimes en place mettent habilement en avant d'autres notions comme la sécurité, les flux migratoires. Le dénominateur commun de ces échanges est sécurité contre absence de critiques sur l'évolution interne des sociétés.

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, certains Etats disposent de pétrole, d'autres pas. M. Gilles Kepel, directeur de recherche au CNRS, a observé que : "Dans les pays producteurs de pétrole d'Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la démocratie est plus faiblement développée que dans les autres Etats de la région. Les régimes des Etats sans pétrole ont dû réaliser un consensus politique à l'intérieur de la société afin de perdurer."

Comparant l'évolution de deux grands pays en termes de pluralisme et de démocratie, il a opposé la Turquie et l'Algérie : "On peut opposer la Turquie à l'Algérie. La Turquie, malgré les clivages entre les Turcs et les Kurdes et le poids de l'armée, dispose d'un système parlementaire qui fonctionne. Le pouvoir turc, pour se maintenir, a dû passer des compromis avec la bourgeoisie industrielle et les groupes sociaux qui créent de la richesse, afin de les associer à la vie politique. En Algérie, tant que la hiérarchie

<sup>15</sup> Richard Labévière, les dollars de la terreur, Grasset 1999

militaire contrôle l'accès exclusif à la rente pétrolière, elle n'a pas besoin d'ouvrir le système politique, si ce n'est pour favoriser les investissements étrangers. Le pouvoir algérien n'est pas véritablement contraint à la démocratisation. Mais si les cours du pétrole restent bas, la hiérarchie militaire ne sera plus en mesure d'acheter la paix sociale et sera tenue de favoriser le développement économique du pays."

C'est bien ce débat qui est en cours en Algérie. M. Gilles Keppel a fait observer que "la rente pétrolière en Algérie a détruit le système économique ; les activités liées au pétrole étaient plus lucratives que les autres, notamment l'agriculture, la petite industrie, etc. Le système économique algérien, comme celui des pays à forte rente pétrolière, fonctionne sur "l'import-import". Les hommes d'affaires liés à la hiérarchie militaire, qui disposent de permis d'importation, préfèrent conserver leurs marges spéculatives en important, au lieu de développer sur place une industrie de biens de consommation créatrice d'emplois. Grâce à la rente pétrolière, ils importent des produits étrangers et touchent de fortes commissions sur l'opération. La baisse des prix du pétrole pose à ces régimes un problème de survie en les contraignant à ouvrir le champ politique et le champ économique. Obligés de traiter avec les catégories qui produisent sur place de la richesse, les dirigeants devront partager le pouvoir. Le prix élevé du baril a structurellement l'effet pervers de permettre aux régimes politiques non-démocratiques en place de se perpétuer."

En Algérie, entre 1993 et 1997, la guerre civile a fait entre 80 000 et 100 000 morts, mais elle n'avait pas empêché l'exploitation du pétrole et du gaz dans de bonnes conditions. Plus de vingt compagnies pétrolières y étaient présentes. En 1991, le marché algérien s'est libéralisé parallèlement au développement du conflit et plus de quarante contrats avaient été signés avec le gazoduc Europe-Maghreb qui a été construit.

Alors que le pétrole devrait être synonyme de richesse et de développement, son exploitation produit l'effet inverse. Les compagnies pétrolières ne sont pas loin s'en faut les seules responsables de cette situation déplorable dont elles pourraient à moyen terme être les otages.

Le tête-à-tête d'une multinationale et d'un Etat faible n'est pas sans danger. Les accusations contre Elf pour son rôle réel ou supposé dans le maintien au pouvoir de régimes politiques corrompus, incompetents et dictatoriaux démontrent que la situation hégémonique d'une compagnie pétrolière dans des Etats faibles peut se retourner contre la compagnie. La présence controversée de Total et d'Unocal en Birmanie aboutira à un résultat identique ; considérées comme des soutiens à une dictature honnie par la population, elles en risqueront d'en payer tôt ou tard le prix.

Au-delà des questions éthiques qu'elle soulève auprès des opinions publiques, des actionnaires de compagnies pétrolières et des ONG, l'aide directe ou indirecte apportée par les groupes pétroliers via le versement de la rente, aux dictatures en place est contre productive. L'appauvrissement et l'endettement des pays producteurs de pétrole n'est pas pour les compagnies pétrolières d'un grand intérêt à long terme. Il serait plus rentable pour elles de contribuer à créer des pôles de développement dans les pays où elles opèrent, qui pour la plupart manquent d'énergie. De nouvelles approches doivent être envisagées pour lier rente pétrolière et développement durable.

Des réponses pourraient être apportées par le renforcement du système de conditionnalité des aides multilatérales et bilatérales et par un contrôle plus strict de leur utilisation.

Le poids économique des grands groupes pétroliers est indéniable. Leur gigantisme financier, renforcé par le mouvement de fusion et d'acquisition de ces dernières années, accroît l'internationalisation de ces grandes sociétés. S'agissant d'une matière première aussi stratégique que le pétrole, il paraît hasardeux de laisser au seul marché mondial le soin de réguler l'action de ces groupes transnationaux.

Ceux-ci ont su d'ailleurs s'affranchir de bien des contraintes, dialoguant parfois d'égal à égal avec leur Etat d'origine et intervenant dans les affaires intérieures des Etats producteurs. Si la rente pétrolière a permis la prospérité dans les monarchies du Golfe, ailleurs les convoitises qu'elle a suscitées ont eu des effets désastreux. En Afrique, la manne pétrolière n'a pas aidé au développement, les chefs d'Etat l'ont utilisée pour acheter des armes en Angola et au Congo-Brazzaville. Au Gabon, au Cameroun, au Nigeria, on peine à découvrir à quoi a servi la rente pétrolière puisque la dette s'est accrue, les populations se sont appauvries, et les infrastructures sont dans un état déplorable. Maintien au pouvoir de dictatures, corruption, violence larvée, atteinte récurrente aux droits de l'Homme et à l'environnement, tel est le bilan peu glorieux de l'exploitation pétrolière dans toute l'Afrique, une partie de l'Amérique latine et dans certains pays d'Asie.

Ce constat est le résultat d'un certain laxisme des pays du Nord qui n'ont pas hésité à laisser les compagnies pétrolières appliquer un système de double standard s'agissant du respect des droits de l'Homme et de celui des normes sociales et environnementales. Les compagnies pétrolières n'ont pratiquement pas été encouragées par leurs Etats d'origine à appliquer les conventions internationales auxquelles ces Etats avaient pourtant souscrit. L'indépendance énergétique considérée comme vitale justifiait ce laxisme.

Cependant la mondialisation des échanges comme le développement des autoroutes de l'information ont favorisé l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène internationale : les organisations non gouvernementales. Leurs actions ont sensibilisé largement les opinions publiques aux dangers d'une exploitation pétrolière non régulée. Les grands groupes pétroliers soumis au feu nourri de leurs critiques se sont progressivement rendu compte que leur visibilité les rendait vulnérables dès lors que leur nom était associé à des dictatures corrompues et brutales, à des catastrophes écologiques et à des atteintes aux droits de l'Homme.

Sous la pression de la société civile, (ONG, opinions publiques, actionnaires) certains grands groupes pétroliers commençaient à réviser leur position. Les déboires de la Shell au Nigeria, sa polémique avec Greenpeace, comme les difficultés de BP en Colombie ont conduit ces compagnies à collaborer avec les ONG, à se doter de codes de conduite faisant référence à la Déclaration universelle des droits de l'Homme et au respect des normes environnementales. Pour prévenir toute campagne contre elles, certaines compagnies ont refusé de s'implanter dans des Etats qui violent la légalité internationale (Birmanie, Libye, Soudan) ou dont le niveau de corruption ne leur permet plus d'agir selon leurs propres codes de conduite (Nigeria).

### Troisième partie

#### De nouvelles doctrines pour les Etats-Unis au début du 21<sup>o</sup> siècle

### 3.1. Les priorités de la politique américaine au début du 21<sup>ème</sup> siècle

#### 3.1.1. Les conséquences de l'instabilité politique au Moyen-Orient

L'importance même de cette région amène en permanence les autres acteurs à tenter d'en réduire le poids : diversification des sources d'énergie, recherche de pétrole disponible dans d'autres zones géographiques font partie des préoccupations permanentes des grands pays consommateurs. Très vite, en effet, le poids du Moyen-Orient dans leur approvisionnement est apparu comme une menace potentielle pour les pays occidentaux. A titre d'exemple, en 1973, 70% des besoins en énergie de la France étaient couverts par les hydrocarbures liquides et le Moyen-Orient était un fournisseur privilégié<sup>16</sup>.

Le premier choc pétrolier (1973) crée un sentiment d'inquiétude voire de panique parmi les Occidentaux. Le précieux liquide, si nécessaire pour la vie économique quotidienne (et... pour les conflits armés) est dans les mains d'une poignée de pays qui n'hésitent pas à travers un embargo sur les pays industrialisés à réduire leurs livraisons. En outre, les nationalisations des champs pétroliers, amorcées dans de nombreux pays dans les années 60, s'accroissent dans les années 70. La prise de conscience est brutale mais les réactions sont rapides. Les Etats consommateurs créent l'AIE<sup>17</sup> (Agence internationale de l'énergie) dont l'objectif est de préparer des plans de répartition des approvisionnements en cas de pénurie. Au-delà de l'aspect technique, le message est politique. Face à l'OPEP, les pays consommateurs veulent montrer leur volonté de faire front commun.

Depuis le premier choc pétrolier, la méfiance par rapport au Moyen-Orient ne se dément pas, alimentée par les conflits de la région. De nombreuses crises ont marqué l'histoire récente.

1) La révolution iranienne de 1979. L'arrêt des exportations de brut iranien, conséquence des grèves qui paralysent le secteur pétrolier, va provoquer le deuxième choc pétrolier et multiplier par 3 le prix du brut. Alors que le régime impérial du Shah était soutenu par les Américains, l'hostilité entre le régime islamiste et les Etats-Unis ne s'est jamais démentie. L'Iran reste soumis à des sanctions américaines (loi d'Amato) et, en 2002, le président Bush a dénoncé l'« axe du mal », qui compte, selon lui, la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran.

2) La guerre Irak-Iran, démarre en octobre 1980 et va durer huit ans. Les destructions d'installations pétrolières sont importantes. Certes, comme la demande de pétrole adressée à l'OPEP chute lourdement, ces destructions n'ont aucun impact sur les

---

<sup>16</sup> Pour réduire cette dépendance, la France développera en particulier un programme nucléaire qui lui assure aujourd'hui le tiers de ses besoins en énergie.

<sup>17</sup> Soucieuse de conserver des relations privilégiées avec les pays du tiers monde, dans la tradition gaulliste, la France refusera de participer à l'AIE qu'elle ne rejoindra qu'en 1992.

exportations de brut du Moyen-Orient, les pays hors conflit compensant aisément la diminution de production des deux belligérants. Mais la crédibilité de la zone en tant que fournisseur fiable de brut est entamée.

3) L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979 alimente les tensions. Depuis de très nombreuses années, la Russie tsariste puis l'Union soviétique jouent un rôle déterminant dans cette zone. Ce rôle a été particulièrement visible en Iran et dans les pays voisins. L'URSS a soutenu les opposants au pouvoir du Shah d'Iran avant 1979, elle a apporté son appui aux régimes baasistes de Syrie et d'Irak. Pour les Occidentaux, cette présence soviétique représente une menace permanente sur la région du golfe Arabo-Persique et sur les approvisionnements pétroliers. A peine les Russes se sont-ils retirés d'Afghanistan en 1989, et alors que l'on peut croire à un certain calme dans la région, l'invasion du Koweït par l'Irak provoque une crise majeure qui sera certes réglée au bout de quelques mois, mais au prix d'une intervention militaire massive des Etats-Unis et de leurs alliés. Cette intervention s'impose pour des raisons de respect du droit international, mais aussi pour assurer aux pays occidentaux l'accès aux ressources pétrolières. Il était hors de question de laisser l'Irak - qui possède 11% des réserves de brut de la planète - contrôler le Koweït - qui possède près de 9% de ces réserves - et menacer l'Arabie Saoudite (25 % des réserves) et les Emirats (9% des réserves). Les menaces quasi permanentes des Etats-Unis à l'adresse de Saddam Hussein affectent profondément les marchés pétroliers.

4) Le conflit entre Israéliens et Palestiniens constitue enfin un problème majeur. Les pays du Golfe se déclarent solidaires des Palestiniens. En 2002, au moment où ce conflit s'est transformé en une quasi-guerre, le plan de règlement du conflit du prince Abdallah d'Arabie Saoudite, qui propose à Israël une normalisation de ses relations avec les Etats arabes en contrepartie du retrait de l'Etat hébreu des territoires occupés, apparaît, aux yeux de ces pays, comme la solution de la dernière chance. En 1973, les Etats arabes producteurs de pétrole du Golfe avaient utilisé l'arme de l'embargo sur les livraisons pétrolières à destination des Etats-Unis pour faire pression sur ces derniers qui soutenaient politiquement et militairement Israël pendant la guerre du Kippour. Il est peu probable que les pays arabes aient à nouveau recours à cette arme. Mais plus les tensions seront fortes entre Israël et les Palestiniens, plus le prix du brut restera élevé. Conflit israélo-palestinien, menaces des Etats-Unis contre l'Irak et l'Iran, tout concourt à maintenir les tensions et les incertitudes dans la région. Et les marchés n'aiment ni les tensions ni les incertitudes.

### 3.1.2 Le rôle central des États-Unis

Les États-Unis restent, de très loin, le plus important consommateur et le plus important importateur de pétrole dans le monde. De manière récurrente, face aux menaces de pénurie ou d'embargo, la politique énergétique américaine redevient un sujet de discussion. Après le premier choc pétrolier, en 1974, le président Nixon lance le plan Indépendance qui doit permettre aux États-Unis de retrouver l'indépendance énergétique perdue à la fin des années 50. « Fixons-nous comme but national, dit-il, dans l'esprit d'Apollo, avec la détermination du Manhattan Project, de faire face à nos besoins en

énergie sans dépendre d'aucune source étrangère à la fin de la décennie. » Ce projet était irréaliste. Il fut néanmoins suivi d'initiatives semblables jusqu'au début des années 80. Ces projets furent suivis de peu d'effets et la dépendance américaine ne fut pas sérieusement réduite.

Le contre-choc pétrolier et la diminution du prix du pétrole ont relégué au second plan les préoccupations de sécurité d'approvisionnement. Mais, en 2000, la crise californienne, résultat d'un déficit de capacités de production d'électricité à l'ouest des Etats-Unis, se transforme en crise américaine de l'énergie : les prix de l'électricité mais aussi du gaz et du fuel domestique atteignent des sommets impressionnants. A la différence des crises des années 70 qui résultaient de la crainte d'une pénurie d'énergie, la crise de 2000 est davantage la conséquence d'une déréglementation mal conduite des marchés de l'énergie. Deux solutions s'offrent alors aux électeurs américains, au moment des présidentielles de 2000 : réduire la consommation d'énergie comme le propose Al Gore, candidat démocrate, ou accroître l'offre, c'est le programme de George W. Bush.

Une fois élu, George Bush propose d'ouvrir de nouvelles zones à la recherche pétrolière. Mais il n'est pas question de remettre profondément en cause les habitudes de consommation américaines. Il faudra donc continuer à importer du pétrole brut ou des produits finis <sup>18</sup>.

En 2001, les États-Unis ont consommé environ 20 Mbj, en produisent 8 et en importent 12 (pétrole brut et produits). Quatre pays sont les principaux fournisseurs des Etats-Unis en brut et produits : le Canada (1,3 Mbj), le Mexique (1,4 Mbj), voisins immédiats et fournisseurs naturels, mais également le Venezuela (1,2 Mbj) et l'Arabie Saoudite (1,5 Mbj). Ces quatre pays représentent environ 60% des importations américaines de pétrole brut. Il y a compétition entre ces pays pour être le premier fournisseur des Etats-Unis. Le marché américain, rappelons-le, représente le quart du marché mondial et les seules importations américaines, 15% de la production mondiale de pétrole. C'est un marché qui continue à se développer. Les principaux exportateurs de brut estiment donc vital d'être présents sur ce marché. Pour le Venezuela, et a fortiori le Canada et le Mexique, la proximité géographique expliquerait à elle seule leurs exportations vers les Etats-Unis. Pour l'Arabie Saoudite, la volonté d'être présente sur le marché américain a un coût : le brut à destination de l'Ouest est vendu à Ras Tanura à un prix inférieur à celui du même brut s'il est destiné au marché asiatique.

Les attentats du 11 septembre ont nettement modifié la situation. Les ventes de l'Arabie Saoudite aux États-Unis ont baissé au profit d'une légère augmentation des fournitures du Mexique. Il y a certainement une certaine volonté américaine de réduire la dépendance par rapport au Moyen-Orient. Mais les chiffres des besoins américains sont implacables : les États-Unis ne peuvent se passer du pétrole du Moyen-Orient. A la fin de 2001, on a même constaté une progression des ventes irakiennes aux Etats-Unis.

---

<sup>18</sup> Le pétrole brut n'est jamais ou presque consommé tel quel, mais sous forme d'essences automobiles, de gazole, de fuel, etc., qui résultent du traitement du pétrole brut dans des raffineries. A défaut de disposer de ressources importantes en pétrole brut, la plupart des pays consommateurs disposent de capacités de raffinage suffisantes pour faire face à leurs besoins en produits finis.

### 3.1.3 La détérioration des relations Etats-Unis-Arabie Saoudite

En 1932, Abd el-Aziz Ibn Abderrahmane al-Saoud fonde le royaume d'Arabie Saoudite qui prend son nom. En 1933, il confie à la Standard de Californie (Socal) la première concession pétrolière. Les premières découvertes de pétrole interviennent dans les années qui suivent. Très rapidement, le potentiel de l'Arabie Saoudite apparaît considérable. Au début de 1945, le Président Franklin Roosevelt promet au roi Ibn Saoud la protection américaine. En échange, le roi fournira du pétrole à l'Occident et sera un allié fidèle des Américains dans la lutte contre le communisme, allant jusqu'au soutien des opposants islamistes au pouvoir soutenu par les Russes en Afghanistan, de 1979 à 1988.

L'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990 a encore renforcé la solidarité entre les deux pays. Cette invasion a provoqué l'intervention massive des troupes américaines pour libérer le Koweït et protéger l'Arabie Saoudite. Depuis cette date, quatre mille cinq cents soldats américains sont stationnés en permanence dans trois bases sur le sol saoudien.

L'alliance entre les deux pays est renforcée par leurs complémentarités en matière pétrolière. Première complémentarité évidente : les Etats-Unis importent depuis les années 50 et importeront de plus en plus de pétrole. Une partie de ce pétrole continuera très vraisemblablement de venir du Moyen-Orient. Convergence également en matière de prix : les Etats-Unis, larges importateurs, ne souhaitent pas un prix élevé, car il pénalise leur croissance. Mais un prix trop bas est également désastreux. La production américaine est en partie le fait d'une multitude de champs marginaux (stripper wells) appartenant à des petits propriétaires<sup>19</sup>. Un prix du pétrole trop bas, comme ce fut le cas en 1986, accule à la ruine des milliers de producteurs texans.

De même l'Arabie ne souhaite :

- ni un prix trop élevé car cela favorise le remplacement du pétrole par d'autres sources d'énergie comme ce fut le cas au début des années 80 (remplacement du fuel lourd par le nucléaire ou le charbon pour la fabrication d'électricité, remplacement du fuel domestique par le gaz pour le chauffage domestique), un prix modéré permet de garantir une part de marché importante pour le pétrole ;
- ni un prix trop bas car les besoins du budget sont importants. Les experts estiment à 20 dollars par baril - au minimum - le prix nécessaire à l'Arabie pour faire face à ses dépenses. On comprendra dès lors aisément les énormes difficultés rencontrées par le royaume en 1998 et au début de 1999 lorsque le prix était de 10 dollars le baril. On comprend mieux également la volonté de l'OPEP de maintenir le prix moyen du brut à l'intérieur d'une fourchette 22-28 dollars par baril. Le milieu de cette fourchette correspond parfaitement aux besoins de l'Arabie.

Mais l'alliance entre Washington et Riyad fait beaucoup de mécontents. En Arabie, la présence des troupes américaines est contraire à l'une des premières fatwas des califes

---

<sup>19</sup> Les Etats-Unis sont le seul pays où le propriétaire du sol est propriétaire du sous-sol.

Omeyyades : laisser libre la « terre du Prophète » de tout non-musulman. Elle suscite la colère de certains éléments saoudiens : en 1995, un premier attentat tue cinq Américains à Riyad. En 1996, un second attentat contre les forces américaines fait dix-neuf morts à Dharan.

A l'hostilité d'une bonne partie de la population d'Arabie Saoudite à l'égard des Américains répondent les critiques de plus en plus nettes d'une partie de l'opinion américaine contre le régime de Riyad. La monarchie saoudienne est une monarchie absolue et quasiment théocratique. La famille royale, au pouvoir depuis 1932, interdit toute forme d'opposition politique (pas de partis politiques, pas de droit de vote, ni de syndicat). Seule la loi divine - le Coran et la tradition prophétique (Sunna) - pourrait contester le pouvoir du roi. Ce régime est à l'opposé des traditions américaines.

Les critiques américaines contre l'Arabie Saoudite deviennent beaucoup plus violentes après le 11 septembre. Quinze des dix-neuf terroristes, qui ont détourné les avions contre les tours du World Trade Center et le Pentagone, auraient disposé de passeports saoudiens. Oussama Ben Laden est lui-même d'origine saoudienne. D'où le déchaînement de la presse américaine contre le royaume wahhabite.

Les deux pays, liés par des intérêts communs en matière pétrolière, accumulent les reproches. Les Etats-Unis sont agacés du manque de démocratie du régime et des liens étroits avec les éléments islamiques les plus conservateurs. Les Saoudiens s'irritent des leçons de la presse américaine, du soutien accordé par les Etats-Unis à Israël, de la politique « arrogante » de l'administration américaine.

#### 3.1.4. Le nouveau rôle de la Russie et l'importance du pétrole russe

En 1988, l'ex-URSS était le principal producteur mondial de brut avec plus de 12 Mbj. La Russie à elle seule représentait plus de 10 Mbj (les autres producteurs notables étaient le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan). La chute du régime communiste entraîne un effondrement de la production pétrolière qui, dans la CEI (ex-URSS moins les républiques baltes - la production de la CEI est donc parfaitement équivalente à celle de l'ex-URSS) va se réduire à 7 Mbj en 1995 et en Russie à 6 Mbj au même moment. Mais la diminution simultanée de la consommation locale de produits pétroliers va laisser quasi intact le potentiel d'exportation de ce pays. La chute du régime communiste va également entraîner une transformation complète du secteur pétrolier. Alors que le secteur gazier reste inchangé sous le contrôle de Gazprom, le secteur pétrolier subit une véritable révolution. Du temps de l'URSS, l'organisation du secteur était horizontale : un ministère s'occupait de l'exploration, un autre de la production, un troisième du raffinage, etc. Dès le début des années 90, on assiste à un redécoupage des activités et à la création de sociétés intégrées, actives en exploration, production, raffinage, distribution, etc. Des sociétés comme Lukoil et Yukos jouent désormais un rôle de premier plan sur la scène pétrolière internationale. Les réformes de 1998 (dévaluation du rouble) et la remontée des prix du brut à partir de 1999 ont largement amélioré la situation de l'industrie russe<sup>20</sup>.

<sup>20</sup> La remontée des prix du brut a permis une amélioration de la santé de l'économie russe, car les exportations d'hydrocarbures restent la principale source de recettes en devises pour ce pays.

L'effritement des prix du pétrole à la fin de 2001 a conduit l'OPEP à réduire à nouveau ses quotas de production, mais en demandant (en exigeant?) un geste semblable aux principaux pays non OPEP. Le Mexique et la Norvège ont accédé à cette demande et réduit leurs productions. La Russie, après quelques atermoiements, s'est engagée à réduire pendant le premier trimestre 2002 ses exportations de 4% environ soit 150000 h/j, engagement reconduit au second trimestre <sup>21</sup>. Mais les réticences des milieux pétroliers russes à poursuivre cet effort sont manifestes. Ces réticences ont plusieurs raisons :

- certaines compagnies russes (en particulier Yukos et Surgutneftegas) ont beaucoup investi récemment et cherchent à accroître leur production. Le CEO de Yukos, M. Khodorkovsky se faisait récemment l'avocat du développement de la production et des exportations russes et s'opposait à la volonté de l'OPEP de contrôler la production. Rappelons à nouveau que la production russe est désormais le fait de sociétés privées et que le gouvernement de Moscou peut difficilement contrôler la production du pays:
- la Russie a profité de l'après-11 septembre pour améliorer ses relations avec les pays occidentaux en général, les Etats-Unis en particulier. Se plier aux injonctions de l'OPEP serait participer à l'effort pour faire remonter les prix alors que la reprise économique qui se profile supporterait mal des prix élevés;
- les rapports entre la Russie et l'Arabie Saoudite, principal pays membre de l'OPEP, restent marqués par plusieurs éléments. Ainsi, lors de l'occupation de l'Afghanistan par les Russes entre 1979 et 1989, les opposants afghans étaient largement soutenus par les dollars saoudiens. Puis, en 1986, la guerre des prix déclenchée par l'Arabie Saoudite a provoqué une véritable implosion<sup>22</sup> de l'industrie pétrolière russe et indirectement contribué à la chute du régime soviétique. Dernier élément : l'aide apportée à des mouvements religieux musulmans dans certaines républiques d'Asie centrale ne peut qu'aller à l'encontre des intérêts de Moscou.

La Russie joue également, de par ses positions historiques et géographiques, un rôle clé dans le développement de la Caspienne. Cinq pays riverains se partagent les ressources de cette région : la Russie, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Iran et l'Azerbaïdjan. Nous ne reviendrons ici ni sur le potentiel russe, ni sur le potentiel de l'Iran. Lorsque l'on parle actuellement de la Caspienne, on insiste sur trois pays :

- le Kazakhstan, qui dispose d'importantes ressources en pétrole et où a été découvert le dernier champ géant mis au jour, Kashagan ;
- l'Azerbaïdjan, très ancienne province pétrolifère puisque, en 1900, c'était la région qui produisait le plus de brut dans le monde. La recherche et la production ont été relancées dans les années 90 ;
- le Turkménistan est surtout riche en gaz naturel ; il y a dix ans, ce pays produisait 80

<sup>21</sup> En fait, la Russie n'a pas réduit sensiblement ses exportations. C'est l'effet conjugué de la reprise économique, des menaces américaines sur l'Irak, de l'arrêt (en avril) des exportations irakiennes et surtout du conflit entre Israéliens et Palestiniens qui a provoqué la remontée des cours du brut.

<sup>22</sup> Edward L. Morse et James Richard, « The battle for energy dominance ». Foreign Affairs, mars-avril 2002.

milliards de mètres cubes de gaz par an. Mais la baisse de la demande russe, la volonté de Gazprom de maintenir ses exportations vers l'Europe occidentale ont considérablement réduit les débouchés turkmènes.

Au total, cette région pourrait exporter, en 2010, entre 2,4 et 3,4 Mbj de pétrole (0,8 en 2000) et environ 110 milliards de m<sup>3</sup> de gaz (40 en 2000). Le problème majeur pour ces trois pays est celui de l'évacuation de leur production vers les marchés consommateurs :

- le Kazakhstan exporte son pétrole par l'oléoduc du CPC (Caspian Pipeline Consortium) qui aboutit à Novorossisk, port de la mer Noire. A terme, la capacité de cet oléoduc, actuellement de 560 000 b/j, pourrait être portée à 1 million b/j ;
- l'Azerbaïdjan exporte son pétrole grâce à un oléoduc qui traverse la Géorgie et aboutit sur la mer Noire. Cet oléoduc nécessite d'importants travaux de remise en état ;
- le Turkménistan est entièrement dépendant pour ses exportations de canalisations passant par la Russie. De très nombreux projets de canalisations ont été envisagés. Mais les contraintes sont multiples :
  - les canalisations se dirigeant vers la Russie traversent la Tchétchénie, zone très sensible actuellement ;
  - l'évacuation des hydrocarbures du Turkménistan pourrait se faire par l'Iran mais les Etats-Unis s'opposent à ce trajet ;
  - les tracés qui aboutissent en mer Noire imposent un passage par le Bosphore, très étroit, et les autorités turques souhaitent limiter le trafic dans ce détroit.

Le 11 septembre a changé les perspectives. Si les Etats-Unis restent hostiles à toute évacuation des hydrocarbures de la Caspienne par l'Iran, les tracés à travers la Russie ne rencontrent plus la même hostilité. Parallèlement, les sociétés russes participent à la recherche dans cette région en association avec les sociétés privées occidentales : ainsi Lukoil se dit prête à participer à la construction d'un oléoduc traversant la Turquie et aboutissant à Ceyhan.

### 3.2. L'ordre des priorités après l'évènement du 11 septembre 2001

#### 3.2.1. Les nouveaux équilibres

Même si la solidité des liens entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite a été remise en cause par les attentats du 11 septembre, les deux pays continuent à jouer un rôle clé sur la scène pétrolière et c'est autour de l'axe Washington-Riyad que continue de s'organiser la géopolitique pétrolière du XXI<sup>e</sup> siècle.

La question centrale qui demeure est la suivante : les Etats-Unis peuvent-ils se passer du Moyen-Orient ? Certains experts répondent oui, mettant en parallèle le coût de la présence américaine dans cette zone et la valeur du pétrole importé. Mais la réponse mérite d'être beaucoup plus nuancée. Les besoins en énergie et en pétrole des Etats-Unis sont considérables et ne cessent d'augmenter. Chaque Américain consomme huit tonnes (équivalent pétrole) d'énergie et près de trois tonnes de pétrole. Le potentiel d'économie d'énergie est considérable, puisque, avec des niveaux de richesse analogues,

Européens et Japonais consomment moins de la moitié d'énergie. Mais les choix actuels de l'administration américaine sont clairs : personne ne songe à toucher à l'american way of life. Il faut donc accroître les fournitures d'énergie et non réduire la consommation et dans les prochaines années importer davantage de pétrole. Les importations du golfe arabo-persique peuvent-elles être réduites ? En principe, oui. On peut sans doute imaginer une réorientation des flux où les États-Unis s'approvisionneraient pour l'essentiel au Canada, au Venezuela, au Mexique, en Russie et en Afrique (du Nord et de l'Ouest). Mais cette indépendance énergétique ne mettrait nullement les États-Unis à l'abri des soubresauts politiques du Moyen-Orient. L'industrie pétrolière est mondiale et un incident sur un champ ou sur une raffinerie au Moyen-Orient affectera l'ensemble des prix du pétrole sur la planète.

D'autre part, aussi éclatante que soit la puissance américaine, les États-Unis ont besoin du soutien des autres pays industrialisés ou émergents pour relayer leur politique étrangère. Cela suppose de protéger les intérêts économiques de leurs alliés. Une dépendance accrue de certains pays alliés (asiatiques en particulier) par rapport aux pays du Moyen-Orient sera la rançon d'une moindre dépendance américaine. Cette dépendance pourrait devenir critique pour certains pays.

Insistons sur le fait qu'au Moyen-Orient cinq pays détiennent les deux tiers des réserves de la planète. Deux d'entre eux font partie de l'« axe du mal » selon le président américain : l'Irak et l'Iran. Deux autres n'ont qu'un poids politique très limité : le Koweït et les Emirats arabes unis. Reste l'Arabie Saoudite, partenaire indispensable et incontournable. Un relâchement des liens entre Washington et Riyad signifierait un retrait des États-Unis du Moyen-Orient difficilement imaginable. C'est donc tout naturellement vers l'Irak que s'orientera la pression américaine, l'évolution irakienne à long terme commandant celle de l'Iran et de toute la péninsule arabique.

Autre pays dont la stature a changé du fait des événements du 11 septembre : la Russie, qui a profité des suites du 11 septembre pour accentuer son retour dans le concert des nations qui dirigent le monde. Les critiques contre l'action du gouvernement russe en Tchétchénie se sont apaisées avec la formation de la coalition contre le terrorisme. Après tout les Russes ne qualifient-ils pas les Tchétchènes de terroristes ? L'industrie pétrolière russe peut tirer profit de la nouvelle situation. Bien qu'une rupture entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite soit peu probable, la Russie, dont la production de brut est en augmentation sensible, va chercher à accroître sa part de marché et à redevenir un acteur clé sur la scène pétrolière. Le débat OPEP/non-OPEP à propos des réductions de production s'est transformé en un affrontement OPEP/Russie. L'industrie russe, renforcée par le contrôle qu'elle peut exercer sur une bonne part des ressources de la Caspienne, jouera un rôle majeur dans les prochaines années. Cependant, sauf transformation majeure, le monde dépendra, pour de nombreuses années au moins, du golfe arabo-persique pour satisfaire une large partie de ses besoins en énergie, et faire fonctionner en particulier son système de transport. Le rôle du Moyen-Orient dans le secteur pétrolier demeure donc très important. Mais de nombreux spécialistes font remarquer que, malgré le poids considérable du golfe arabo-persique dans les réserves mondiales, jamais depuis 1973 cette région n'a pu reconquérir une part majoritaire du

marché mondial du brut. La mer du Nord, l'Alaska dans les années 80, le golfe de Guinée, la Caspienne, le golfe du Mexique aujourd'hui viennent repousser la prise de contrôle du marché pétrolier par le Moyen-Orient.



Le rapprochement des Etats-Unis avec l'Inde s'est lui aussi accéléré, et au début du mois de novembre 2001, le secrétaire américain à la défense a semble-t-il, demandé à son homologue d'accorder à la marine américaine la possibilité de faire escale dans les ports indiens pour des réparations ou de l'approvisionnement ; il aurait aussi demandé à l'Inde d'assurer la sécurité des communications maritimes entre le golfe d'aden et le détroit de malacca. L'Inde deviendrait ainsi une pièce majeure dans la sécurité mondiale, contenant l'islamisme, faisant pièce à la Chine, et assurant le libre passage des navires et en particulier des pétroliers, entre le Proche-orient et l'Asie orientale.

## CONCLUSION

Les énergies fossiles vont encore très largement dominer le bilan énergétique mondial jusqu'en 2030, cette domination ayant même tendance à se renforcer. Le pétrole sera toujours la forme d'énergie primaire dominante au niveau mondial, avec environ un tiers de l'offre totale en 2030.

La production de pétrole va subir également d'importantes évolutions géographiques. On peut les caractériser comme un double mouvement, d'abord d'augmentation de la part de la région Afrique du Nord – Moyen-Orient, surtout jusqu'en 2010, puis par le décollage des pétroles non conventionnels de « l'hémisphère occidental » (Amérique du Nord et du Sud), entre 2010 et 2030. Parmi les autres régions, seule l'ex-URSS serait en mesure de conserver sa part de l'offre mondiale de pétrole, grâce au redécollage de la production en Russie et au développement de l'Asie centrale. Dans l'ensemble, c'est à un fort mouvement de concentration de l'offre pétrolière que l'on assiste sur la période considérée, tant pour les pétroles conventionnels que non conventionnels.

En outre le taux d'interdépendance, partant déjà d'un niveau élevé (38%), va croître fortement et rapidement pour atteindre 52,4% en 2020. Ceci signifie qu'à cette date, plus de la moitié du pétrole consommé dans le monde fera l'objet d'échanges entre grandes régions du monde.

Dans le même temps, la demande de pétrole va être fortement marquée par la croissance des besoins énergétiques dans les régions en développement, au premier rang desquelles, l'Asie. La croissance économique mondiale soutenue et le rôle prépondérant du pétrole dans des secteurs en forte croissance comme le transport, se combinent pour entraîner un quasi doublement de la consommation de pétrole en 2030, par rapport au niveau de 1990.

Sur la période 2000-2030, le modèle POLES<sup>23</sup> prévoit une augmentation de la consommation mondiale de pétrole de près de 75%. La Chine serait responsable, à elle seule, de près de 40% de la croissance de la demande pétrolière mondiale sur cette période. En 2030, ce pays représenterait 20% de la consommation pétrolière mondiale, contre un peu plus de 5% aujourd'hui. En somme, un double mouvement peut se dégager : il y a renforcement de l'interdépendance pétrolière avec l'augmentation de la part de la production mondiale de pétrole destinée à l'exportation extra régionale et concentration des exportations pétrolières.

Le renforcement de l'interdépendance pétrolière se double donc d'un autre phénomène : la concentration croissante des exportations nette sur trois régions qui assurent à elles seules, à partir de 2010, la quasi-totalité des exportations nettes de pétrole. Le Moyen Orient occupe une place à part avec 80% des exportations nettes interrégionales en 2010.

La variable importante n'est donc pas la dépendance nationale mais la dépendance du marché mondial vis-à-vis de tel fournisseur. Si le pays ou la zone sensible fournit une part importante de l'offre mondiale, le risque augmente en conséquence. De ce point de

---

<sup>23</sup> Les projections sont issues du modèle POLES développé par l'IEPE (Institut d'Economie et de Politique de L'Energie) pour le compte de la commission européenne.

vue, la perspective d'une croissance de la concentration des exportations mondiales sur le Moyen-Orient peut être préoccupante. Les re-concentration de l'approvisionnement sur le Moyen-Orient s'envisage donc généralement en termes de risques. Il est possible de percevoir les choses différemment si l'on tient compte du fait suivant : historiquement, les crises politiques dans cette région sont survenues dans les périodes de dépression du marché pétrolier et de réduction de l'appel au pétrole du Golfe.

Une des conditions de la stabilité du Moyen-Orient semble bien être l'abondance de la rente pétrolière à se partager entre les Etats de la région. Dès que son volume diminue relativement, surviennent les ambitions d'hégémonie régionale. En outre, s'ajoute aujourd'hui un problème de stabilité interne : l'organisation sociale et politique des monarchies du Golfe (en particulier de l'Arabie Saoudite) repose sur une redistribution verticale de la rente, qui « irrigue » le corps social. Les périodes de restriction budgétaire – les années 1990 le montrent – génèrent des tensions dans ce système, potentiellement déstabilisatrices pour les régimes en place.

Sous cet angle, la prévision d'une demande mondiale soutenue sur l'ensemble de la période considérée, se traduisant par un appel croissant au pétrole du Golfe, pourrait aussi être vue comme une bonne nouvelle pour la sécurité pétrolière internationale. Cela permettrait, dans un premier temps, une réintégration progressive du pétrole irakien sans imposer aux Saoudiens de réduire leur niveau de production ; dans un second temps, cela autoriserait une croissance des volumes exportés – et donc des revenus – pour l'ensemble des puissances de la région, dont les besoins financiers vont être augmentés par la reconstruction, le développement et la diversification des économies. Cette analyse suppose toutefois que cette croissance soutenue de l'appel au pétrole du Moyen-Orient ne se traduirait pas par le retour d'une forme de pouvoir de marché, exercé aux dépens des importateurs.

Ainsi la scène pétrolière internationale serait caractérisée par un degré croissant d'interdépendance, dû à une progression des flux nets interrégionaux supérieure à la croissance de la production mondiale. Ceci implique que la sécurité énergétique apparaît de plus en plus comme un « bien public » global, lié à la liberté et à la sécurité du commerce maritime, mais également à la stabilité politique des régions dynamiques sur le plan énergétique. Mais cette dépendance croissante conférerait une importance cruciale à la stabilité politique du Golfe persique. En même temps, il se peut que, contrairement à ce que suggère l'intuition, la sécurité pétrolière internationale soit favorisée par la forte croissance de l'appel au pétrole du Golfe : elle signifierait davantage de rente à se partager entre Etats de la région, donc moins d'incitation aux entreprises géopolitiques aventureuses et moins de risque de déstabilisation interne des régimes en place. Le retour du Golfe au centre de la scène pétrolière octroierait ainsi aux producteurs de cette région une forme de pouvoir de marché, à travers une rente de monopole. L'organisation actuelle du marché et le mode de formation du prix laissent donc peu de place au retour d'un pouvoir d'administration directe.

BIBLIOGRAPHIE

- Le rôle des compagnies pétrolières dans la politique internationale (mémoire CID2002)
- Conférence sur la politique étrangère des Etats-Unis (CID 2003 )
- Colloque sur la géopolitique de l'énergie (Ecole Militaire – Jeudi 27 mars 2003)
- Les Etats-Unis, le pétrole et la guerre (Martin Thierry 2002)
- Géopolitique du pétrole au début du XXI<sup>e</sup> siècle (FAVENNEC Jean-Pierre N°99,2002)
- Pétrole et sécurité internationale, de nouveaux enjeux (défense nationale 1/1999)
- Un monde nouveau (défense nationale 5/2002)
- Les dimensions politiques de l'OPEP (politique étrangère 2/2001)
- Pour tout l'or noir du monde ( armées d'aujourd'hui N°276 janvier 2003)

ANNEXE N° 1Réserves pétrolières prouvées, classées par pays

pays	Réserves (milliard de tonne)	Pourcentage des réserves totales	Remarques
Arabie Saoudite	36	24,9 %	
Irak	15	10,7%	Deuxième pays
Koweït	13	9,2%	
Emirats arabes unis	13	9,1%	
Iran	12	8,5%	
Venezuela	11	7,4%	
Russie	7	4,6%	
Libye	4	2,8%	
Mexique	4	2,7%	
USA	4	2,6%	Deuxième pays
Chine	3	2,3%	
Nigéria	3	2,3%	
Qatar	2	1,4%	
Norvège	1	0,9%	
Algérie	1	0,9%	
Brésil	1	0,8%	
Kazakhstan	1	0,8%	
Azerbaïdjan	1	0,7%	
Autres pays	11	7,4%	
<b>TOTAL</b>	<b>143</b>	<b>100%</b>	

SOURCE : BP- Revue annuelle sur l'énergie